

VU Research Portal

Les grands pensionnats de l'Ancien Régime à la Restauration: la permanence d'une structure éducative

Frijhoff, W.T.M.; Julia, Dominique

published in

Annales historiques de la Révolution française
1981

document version

Publisher's PDF, also known as Version of record

[Link to publication in VU Research Portal](#)

citation for published version (APA)

Frijhoff, W. T. M., & Julia, D. (1981). Les grands pensionnats de l'Ancien Régime à la Restauration: la permanence d'une structure éducative. *Annales historiques de la Révolution française*, 53(243), 153-198.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

E-mail address:

vuresearchportal.ub@vu.nl

LES GRANDS PENSIONNATS DE L'ANCIEN REGIME A LA RESTAURATION : LA PERMANENCE D'UNE STRUCTURE EDUCATIVE

« Dès que je sus lire et écrire, ma mère me fit exporter à Pontlevoy, collège dirigé par les Oratoriens qui recevaient les enfants de mon âge dans une classe nommée la classe des *Pas latins*, où restaient aussi les écoliers de qui l'intelligence tardive se refusait au rudiment. Je demeurai là huit ans sans voir personne et menant une vie de paria ». — (Félix de VANDENESSE, *Le Lys dans la Vallée*).

De la fin de l'Ancien Régime à la Restauration, la formation des élites passe massivement par les pensionnats qui prolifèrent depuis l'expulsion des Jésuites et vantent à profusion dans leurs prospectus l'excellence du programme éducatif qu'ils dispensent. Au sein de ceux-ci, douze écoles militaires fondées en 1776 constituent un modèle privilégié : choisies par le roi pour recevoir les six cents boursiers de sa « pauvre » noblesse qui auront obtenu, après avoir fait preuve de leurs quatre degrés, les places gratuites fondées, elles jouissent donc du prestige que leur procure la protection royale ; bien plus, la modernité du programme scientifique proposé par le comte de Saint-Germain constitue un atout capital au moment où, dans l'opinion éclairée, le culte de la pure latinité ne suffit plus pour former l'honnête homme. Le développement des pensions soi-disant « militaires » à la veille de la Révolution atteste assez l'impact de la création royale. Il paraissait donc important de pouvoir mesurer la force d'attraction de ce modèle pédagogique essentiel et de saisir ses mutations au cours d'une période où la révolution bourgeoise bouleverse les règles du jeu social et particulièrement celles qui donnent accès au pouvoir. A travers les registres de pensionnaires

conservés dans les archives (1), il est sans doute possible de reconnaître les répercussions des événements politiques dans le champ scolaire.

I - Un parcours réussi : stabilité des hommes et continuité des établissements

De 1789 à 1795, plusieurs mesures révolutionnaires ont pesé directement ou indirectement sur la vie des établissements scolaires et entraîné, à plus ou moins brève échéance, leur désorganisation totale, puis leur fermeture. La suppression des dîmes et des octrois municipaux retire à bon nombre d'entre eux une source non négligeable de revenus. L'obligation du serment de fidélité à la Constitution civile du clergé crée de nombreux vides au sein du personnel enseignant soit par le départ des réfractaires (qui globalement semblent cependant avoir été moins nombreux dans l'enseignement que dans les cures), soit par celui des professeurs assermentés appelés par les évêques constitutionnels à se charger des paroisses abandonnées. La loi du 8 mars 1793 qui décide la vente des biens appartenant aux collèges et met le traitement des enseignants à la charge de la nation, retire enfin toute autonomie de gestion aux anciens collèges. Aussi bien, lorsque les lois des 7 ventôse an III (25 février 1795) et 3 brumaire an IV (25 octobre 1795) créent les écoles centrales et suppriment du même coup les « anciens établissements consacrés à l'instruction publique sous le nom de collège », la plupart de ceux-ci sont-ils déjà fermés ou dans une situation désespérée.

Les écoles militaires n'échappent pas à ce processus général de décomposition. S'ajoutent dans leur cas les problèmes spécifiques à la section des élèves boursiers du roi. En effet les prérogatives aristocratiques de ceux-ci apparaissent de plus en plus anachroniques au fur et à mesure des avancées révolutionnaires. Dès juin 1792, Lacépède a soumis au Comité d'instruction publique de l'Assemblée législative un projet destiné à suspendre toute nouvelle admission d'élèves boursiers jusqu'à la complète réorganisation de l'instruction publique : les « antiques préjugés » et les « préférences contraires

(1) Le dépouillement sur fiches nominales des registres suivants constitue la base de ce travail. Pour Effiat : « Livre des élèves pensionnaires », du 1^{er} mai 1774 au 22 mai 1792 (conservé au Château d'Effiat et aimablement communiqué par feu le commandant de Moroges). Pour Auxerre : « Recette de pensions depuis le 1^{er} novembre 1787 » (A.D. Yonne, D 7). Pour Tournon : « Livres de pension », 1781-1791 (A.D. Ardèche, série D, fonds du collège de Tournon non classé ; cotes anciennes : registres 2 et 3). Pour Pontlevoy : « Registres des Pensions » du collège, de 1789 au 25 octobre 1804 (A.D. Lotr-er-Cher, L 796 bis et L 7964). Pour Vendôme : « Livre d'entrées et de sorties des élèves commencé le 1^{er} messidor an III, année 1795 » (Bibl. munic. de Vendôme, ms. 382).

aux principes constitutionnels » qui règlent encore les nominations doivent disparaître et les récompenses « ne plus appartenir qu'aux vertus et aux talents » (2). Après la chute de la monarchie, les ministres de la Guerre se montrent soucieux de faire contrôler régulièrement le civisme des élèves de la patrie : leur origine familiale ne les a guère disposés à manifester pour la République un attachement sincère. Dès janvier 1793, Pache invite les administrateurs des départements où sont situées les écoles militaires, à une surveillance attentive des établissements placés dans leur ressort.

« La régénération de nos mœurs, les principes de liberté et d'égalité feraient vainement la base de la constitution républicaine après laquelle nous aspirons, si dès ce moment on ne s'appliquait à inspirer aux enfants de la patrie ces vertus mâles et sociales sans la pratique desquelles la liberté n'habiterait qu'un instant parmi nous. C'est vous en dire assez, citoyens, pour vous faire sentir la nécessité d'une surveillance active de votre part sur ces maisons d'instruction publique où naguère le préjugé de la naissance et tous ceux que celui-ci entraîne à sa suite étaient en vigueur » (3).

Le 24 avril, le directoire du département du Puy-de-Dôme décide la suppression de l'école d'Effiat « souillée par le séjour des rejetons de l'orgueil et des suppôts de la tyrannie » (4). Au ministre de la Guerre qui s'inquiète de cet arrêté et leur rappelle l'autorité du pouvoir législatif à l'égard du maintien des établissements d'instruction publique, les administrateurs du Puy-de-Dôme rétorquent qu'Effiat n'a jamais été qu'un pensionnat *privé*, réservé à des enfants de familles nobles ou riches, boursiers ou pensionnaires, mais excluant tout élève externe. Dans cette maison, « la plupart des élèves sont fils d'émigrés... tous soupirent après le retour de l'ancien régime... Une maison uniquement consacrée aux ci-devant nobles et aux riches est une maison privilégiée : il ne peut et ne doit en subsister de cette espèce. L'enseignement public appartient à tous ; il faut qu'il soit distribué à tous » (5). Le ministre décerne un *satisfecit* à l'attitude des administrateurs, mais recommande à leur patriotisme « ces enfants égarés qui, s'ils ont été abandonnés par leurs parents, doivent servir de gages contre les nouveaux attentats que ceux-ci méditeraient ». L'enseignement se poursuit jusqu'à l'été ; mais le 23 juillet, « vu l'état de désorganisation du collège d'Effiat », le ministre ordonne la répartition des vingt-six élèves militaires entre les écoles de Brienne, Pontlevoy, Sorèze et Tournon.

(2) J. GUILLAUME, *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de l'Assemblée législative*, Paris 1889, pp. 324-325.

(3) Lettre circulaire du ministre de la Guerre aux administrateurs du département du Loir-et-Cher, 5 janvier 1793 (*A.D. Loir-et-Cher*, L 826).

(4) Cf. A. JULIET, « Le collège et l'école royale militaire d'Effiat, 1627-1793 », *Revue d'Auvergne*, t. 64, 1950, pp. 15-38.

(5) Lettre du 7 mai 1793, publiée par E. JALOUSTRE, « L'Ecole d'Effiat et l'adjudant-général Marbot (1793) », *Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne*, t. 24, 1904, pp. 40-56.

Dès le 11 mai précédent, Xavier Audouin, adjoint au ministre, chargé des écoles militaires, a enjoint aux directoires des départements de procéder à une enquête minutieuse en raison des « plaintes que le ministre reçoit tous les jours sur l'aristocratie et l'incivisme d'un grand nombre d'élèves ».

« Les bienfaits de la patrie ne sont dûs qu'à ceux qui l'aiment et qui annoncent déjà dans leur jeune âge, avec le sentiment des devoirs que leur impose la reconnaissance, le dévouement sur lequel elle doit compter un jour ; et les places qu'occupent ces rejetons d'une caste, autrefois privilégiée, ne peuvent leur être conservées qu'autant qu'ils s'en rendront dignes par une conduite, des sentiments et des mœurs conformes à la Révolution. Dans les circonstances où se trouve la chose publique, ces places appartiennent à tous les enfants des citoyens qui, tenant moins à leur existence qu'à la liberté de la patrie, lui font de leurs corps un rempart contre le despotisme qui la menace : et il serait souverainement injuste de les priver de cette récompense pour la donner à des jeunes gens qui, non contents de n'avoir rien fait pour la patrie, ne sentiraient pas la magnanimité des sacrifices qui lui sont faits et qui lui sont dûs » (6).

Le 28 mai, à la suite d'une négligence du directeur de l'école de Pont-à-Mousson qui a rendu à leurs parents cinq élèves boursiers sans en avoir reçu l'autorisation, une nouvelle circulaire prescrit à l'ensemble des principaux des écoles militaires de ne faire sortir aucun élève de la fondation sans un ordre exprès du ministre : si l'exemple de Pont-à-Mousson se trouvait imité « il fournirait aux pères émigrés une grande facilité pour retirer leurs enfants, qui dans ce cas, sont des otages précieux » (7). Dans la lutte que la République mène contre la coalition extérieure et la rébellion intérieure, les élèves de la patrie ne sont donc plus que les gages d'une politique de représailles.

Dans le même temps, pourtant, un décret général de la Convention a modifié le mode de nomination aux bourses vacantes dans les collèges de la République : celles-ci seront désormais « données par préférence aux enfants des citoyens qui ont pris les armes pour la patrie » (8) ; désireux d'appliquer aux douze écoles militaires cette mesure, Xavier Audouin enjoint le 16 juillet 1793 aux directoires départementaux de lui adresser un état nominatif des citoyens qui ont bien mérité de la patrie en lui sacrifiant les plus douces affections et les plus tendres soins de la nature pour la garantir de l'oppression des tyrans coalisés contre sa liberté ; l'état comprendra « l'âge, la profession, la fortune ou les moyens de subsistance qu'avaient les citoyens morts ou blessés en défendant

(6) Lettre circulaire de Xavier Audouin, adjoint du ministre de la Guerre, aux administrateurs du directoire du département du Loir-et-Cher, 11 mai 1793 (*A.D. Loir-et-Cher*, L 786 et L 826).

(7) Lettre circulaire du même aux mêmes, 28 mai 1793 (*ibid.*).

(8) Décret du 5 mai 1793, cf. J. GUILLAUME, *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention nationale*, t. I, Paris 1891, pp. 409-410.

leur pays, le nombre, l'âge et le sexe de leurs enfants » (9). La préférence donnée aux services militaires du père dans l'attribution des places gratuites aux enfants se trouvait donc maintenue ; en revanche, tous les privilèges de naissance étaient logiquement anéantis. Les écoles militaires vivent cependant leurs derniers jours : au moment où l'ennemi extérieur menace, où la révolte fédéraliste fait rage, où l'insurrection vendéenne est encore triomphante, la tolérance à l'égard de ces foyers d'aristocratie, symboles d'une réaction nobiliaire honnie, n'est plus de mise. Consulté en août par Lakanal qui doit, au nom du Comité d'instruction publique, présenter un rapport sur les écoles militaires, Xavier Audouin lui remet un mémoire extrêmement défavorable aux élèves de la fondation : il est à craindre que l'orgueil « qui est la maladie particulière dont ces jeunes gens apportent le germe en naissant », n'en fassent de mauvais serviteurs de la République (10). Dans son rapport du 9 septembre, Lakanal reprend ces indications en rappelant que « la république n'a aucun intérêt à donner une éducation gratuite à des jeunes gens qui font des vœux contre la révolution et qui ne sont pas innocents des troubles intérieurs qui retardent ses progrès ». Onze des écoles militaires sont placées dans des lieux peu peuplés qui ne doivent être dotés, dans la future hiérarchie scolaire, que d'établissements primaires. Aussi l'ex-doctrinaire propose-t-il la suppression pure et simple de ces établissements, la seule école militaire d'Auxerre étant provisoirement conservée comme « établissement libre d'instruction publique ». Il n'y a pas lieu d'ailleurs de se préoccuper du sort ultérieur des ex-professeurs : tous sont moines ou congréganistes et les décrets de 1790 « ont acquitté envers eux la dette de la patrie ». Bien plus, ils sont presque partout environnés de la défiance publique, à tel point qu'à Auxerre « les pouvoirs constitués ont été forcés de pourvoir à leur remplacement » (11). A la disposition qui supprime des établissements aristocratiques, il convient donc d'ajouter une mesure générale qui écarte des fonctions d'instituteur les citoyens qui ne professent pas les principes de la Révolution. Le même jour, la Convention suit les conclusions de son rapporteur.

(9) Lettre circulaire de Xavier Audouin, adjoint du ministre de la Guerre, aux administrateurs du département du Loir-et-Cher (*A.D. Loir-et-Cher*, L 786). Le 11 septembre suivant, les administrateurs du département écrivent au directoire du district de Saint-Aignan pour réclamer l'état nominatif des citoyens qui « sourds aux cris de la nature n'ont écouté que la voix de la patrie en danger pour s'élancer au combat » (*ibid.*, L 826).

(10) J. GUILLAUME, *op. cit.*, t. II, Paris 1894, pp. 377-379.

(11) *Ibid.*, pp. 380-382. Le personnel du collège d'Auxerre vient en effet d'être laïcisé depuis le début de juin 1793 à la suite d'une pétition de la société populaire qui a exigé le départ des ex-bénédictins. Même si deux d'entre eux reprennent la direction de l'établissement de ventôse an III à messidor an IV (mars 1795 à juin 1796), on peut considérer comme close dès cette date l'expérience pédagogique qu'a constitué l'école militaire. Le pensionnat ferme en effet ses portes en septembre 1793. Le collège deviendra ensuite école centrale, puis école secondaire communale sous le Consulat, avant d'entrer dans la catégorie des collèges communaux de l'Université impériale. Cf. M. CESTRE, « Le collège d'Auxerre de 1790 à 1796 », *Bulletin de la société des sciences de l'Yonne*, vol. 64, 1910, pp. 79-183.

Dans l'esprit de Lakanal et des conventionnels, il s'agit donc non seulement de renvoyer auprès de leurs parents les ex-boursiers du roi — renvoi qui ne fut pas sans poser d'épineux problèmes aux principaux des écoles qui ne savaient où adresser les enfants de parents morts, emprisonnés ou émigrés — mais aussi de supprimer définitivement les collèges où ceux-ci étaient réunis à d'autres élèves, à l'exception de celui d'Auxerre, en raison de la population de la ville. Le décret provoque effectivement la disparition de cinq écoles : outre celle d'Effiat précédemment intervenue, Beaumont-en-Auge, Brienne, Pont-à-Mousson, Rebais et Thiron ferment alors leurs portes. Mais les autres établissements vont, au prix d'innombrables difficultés, il est vrai, traverser toute la décennie révolutionnaire. Déjà, en 1791, des collèges bénédictins ont dû procéder à un important renouvellement de personnel en raison de la prestation exigée du serment : à Pontlevoy et Sorèze, seule une faible minorité de religieux a affirmé sa fidélité à la Constitution civile du clergé ; il a donc fallu combler les vides ainsi créés par l'appel à des bénédictins ou à des séculiers assermentés. En revanche, chez les Oratoriens, l'ensemble des enseignants de Tournon, la quasi-totalité de ceux de Vendôme (à l'exception de trois pères qui ont refusé leur adhésion) ont prêté le serment : le poids de l'interdiction romaine a sans doute peu joué sur une congrégation où les confrères laïcs sont majoritaires et les réflexes gallicans enracinés de vieille date. Quelque diverses qu'aient pu être alors les options prises par les professeurs, l'enseignement n'a de toute façon à aucun moment été interrompu.

La loi du 18 août 1792 qui supprime les congrégations séculières ecclésiastiques (parmi lesquelles les oratoriens et les doctrinaires) n'entraîne aucune incidence dans la vie séculaire des établissements : les professeurs ex-congréganistes continuent provisoirement l'exercice de l'enseignement public « à titre individuel » (titre I, article 4) jusqu'à son organisation définitive, leur traitement étant pris sur le revenu net de l'établissement. A partir du 18 juin 1793, les dispositions générales adoptées pour l'ensemble des collèges dans le décret du 8 mars précédent sont applicables aux écoles militaires : celui-ci, on l'a vu, ordonne la vente des biens formant la dotation des établissements d'instruction publique (à l'exception des bâtiments servant à l'enseignement, des logements des professeurs et des élèves, des jardins et enclos y attenant) et met désormais à la charge de la nation le paiement des professeurs qui, tous les trois mois, recevront leur traitement des mains des receveurs des districts (12). Lorsque, trois mois plus tard, intervient le décret de suppression des écoles

(12) Décret du 18 juin 1793, cf. J. GUILLAUME, *op. cit.*, t. I, Paris 1891, pp. 446-448.

militaires, plusieurs directoires départementaux décident de maintenir, au moins jusqu'à l'organisation définitive de l'instruction publique, ces collèges récemment confiés à leur tutelle administrative, qui sont souvent de surcroît les plus importants de leur circonscription. Ainsi en est-il de Pontlevoy et de Vendôme dans le Loir-et-Cher, de Tournon dans l'Ardèche, sans doute aussi de Sorèze dans le Tarn et de La Flèche dans la Sarthe. A la vérité, l'existence de ces établissements jusqu'en 1795 est plus que précaire. La Flèche se trouve en plein territoire d'opérations militaires : la ville est momentanément envahie par les Vendéens, le 23 juin 1793, et les immenses bâtiments du collège une fois repris abritent un hospice militaire et une fabrique de salpêtre, si bien qu'au cours de l'an II l'exercice de l'enseignement y a été réduit au minimum, sinon interrompu ; mais dès le 4 messidor an III (22 juin 1795), quatre ex-doctrinaires ont été autorisés à reprendre leurs fonctions (13). A Pontlevoy le directeur Pierre-François Chappotin, ex-bénédictin sécularisé, doit accueillir une centaine de prisonniers venus de Blois de décembre 1793 jusqu'à la fin de mai 1794 (14). Aucun établissement ne semble avoir été menacé dans son existence pour des raisons politiques. Au reste, tous les directeurs professent, au moins extérieurement, le jacobinisme le plus orthodoxe, font participer leurs élèves à toutes les fêtes républicaines et rédigent même des prières à l'Etre suprême. En ces temps troublés, les problèmes essentiels sont plus prosaïquement ceux du ravitaillement quotidien.

La loi du 3 brumaire an IV (25 octobre 1795) qui organise les écoles centrales modifie le statut des pensionnats jusqu'alors considérés comme *publics*. Désormais tous deviennent, sous des modalités différentes, des entreprises privées. A Pontlevoy et à Sorèze, les ex-bénédictins Chappotin et Ferlus se rendent acquéreurs en septembre 1796 des bâtiments abbatiaux qu'ils occupent et de leur mobilier à un prix très avantageux (15). Propriétaires de leurs locaux, ils peuvent continuer à y dispenser sans entrave le type d'enseignement qui a fait le succès des écoles militaires. A Vendôme et à Tournon, la nouvelle école centrale vient se greffer sur l'ancien collège sans pour autant le détruire. Tout d'abord, dans l'intervalle qui sépare le vote de la loi de l'installation définitive de l'école centrale, le collège-

(13) M. REINHARD, *Le département de la Sarthe sous le régime directorial*, 1935, pp. 468-484.

(14) Sur le destin de Pontlevoy sous la Révolution, cf. W. FRIJHOFF, « L'Ecole militaire de Pontlevoy pendant les premières années de la Révolution (1790-1793) », et D. JULIA, « Le collège de Pontlevoy sous la direction de Pierre-François Chappotin », *Actes du 103^e Congrès national des sociétés savantes, Metz-Nancy 1978*, Section d'histoire moderne et contemporaine, Paris, 1979, pp. 23-64.

(15) La vente de Sorèze a lieu le 19 fructidor an IV ; cf. J. FABRE de MASSAGUEL, *L'école de Sorèze de 1758 au 19 fructidor an IV (5 septembre 1796)*, 1958, pp. 55-57. Pour Pontlevoy, l'acte de vente est du 2^e jour complémentaire de l'an IV (18 septembre 1796) (*A.D. Loir-et-Cher*, F 792).

pensionnat poursuit son existence, privée toutefois de toute subvention publique : cet état ne dure qu'un an à Vendôme (1^{er} messidor an III-17 thermidor an IV, 19 juin 1795-4 août 1796), mais plus de trois ans et demi à Tournon (fructidor an III-29 germinal an VII, soit septembre 1795 au 18 avril 1799). Lorsque l'école centrale se met en place, une osmose s'établit immédiatement avec le pensionnat qui lui est accolé : six professeurs de l'école centrale du Loir-et-Cher, trois professeurs de l'école centrale de l'Ardèche sont d'ex-oratoriens des collèges de Vendôme et de Tournon. On imagine mal qu'un hiatus ait pu s'introduire entre les deux institutions. Le pensionnat privé fonctionne donc à la fois comme école préparatoire à l'école centrale (où les élèves ne sont admis qu'à l'âge de douze ans) et comme lieu complémentaire d'éducation pour les élèves qui suivent les cours de l'école centrale : ces derniers répètent au pensionnat les leçons qu'ils viennent d'écouter, mais peuvent suivre en même temps les enseignements non dispensés par l'institution républicaine : arts d'agrément, langues vivantes. C'est dire combien les profondes transformations du système éducatif mises en place par la Convention ont été atténuées et finalement peu sensibles dans les deux établissements. Il est juste de reconnaître que le programme des écoles centrales rejoignait en partie, dans sa modernité, celui des anciennes écoles militaires, comme l'avoue lui-même le mathématicien Silvestre Lacroix (16). La même continuité s'observe à La Flèche qui devient « école centrale complémentaire » de la Sarthe par un arrêté du département en date du 27 ventôse an V (17 mars 1797), mais fonctionne en fait, sous la direction des ex-doctrinaires Maurin et Meyer, comme un pensionnat entièrement privé et reprend exactement le type d'enseignement dispensé à l'ancienne école militaire (17). A Vendôme, les ex-oratoriens Mareschal et Dessaignes ont acheté en novembre 1796 le mobilier dont ils avaient la garde, et pris à loyer les bâtiments du pensionnat (18). A La Flèche comme à Tournon, les directeurs ont obtenu la concession gratuite des locaux réservés au pensionnat sous réserve de les entretenir et d'accueillir des externes gratuits.

Lorsque la loi du 11 floréal an X supprime les écoles centrales, tous nos établissements se voient logés à la même enseigne administrative : ils sont érigés en « écoles secondaires particulières » (19). Roederer, chargé de la direction de l'instruction publique,

(16) S.-F. LACROIX, *Essais sur l'enseignement en général et sur celui des mathématiques en particulier*, 1805, pp. 57-58.

(17) Cf. les *Exercices publics* de l'an IX qui contiennent un prospectus de la pension (A.N., F17 9106).

(18) Cf. G. BONHOURE, *Le collège et le lycée de Vendôme, 1623-1910*, 1912, p. 271.

(19) Les arrêtés consulaires d'érection datent du 5 frimaire an XI (26 novembre 1802) pour Pontlevoy, Vendôme et Tournon ; du 20 ventôse an XI pour La Flèche.

avait proposé aux directeurs de La Flèche, Sorèze et Tournon, d'ériger leurs établissements en lycées en raison de « la réputation distinguée » dont ceux-ci jouissaient (20). Mais le projet n'eut pas de suite, soit que les administrateurs des départements aient fait pression en faveur du chef-lieu, soit que, comme à Tournon (21), les principaux se soient montrés peu soucieux de répondre favorablement à une suggestion qui, à leurs yeux, aliénait leur liberté de mouvement et leur autorité sur l'ensemble du corps professoral. Toutes les écoles se voient normalement confirmées en l'an XII : les conditions de l'arrêté du 19 vendémiaire (12 octobre 1803) qui exigeait que toute école secondaire particulière eût au moins trois professeurs et cinquante élèves sont en effet très largement remplies par chacune. Les directeurs de Vendôme et de Tournon obtiennent, à la suite de l'arrêté du 30 frimaire an XI, la concession gratuite des bâtiments des anciens collèges : il leur est demandé en échange d'accueillir gratuitement un certain nombre de pensionnaires et d'externes (22). L'expérience doctrinaire s'arrête cependant à La Flèche dès 1808 : le 15 juin de cette année, Maurin et Meyer doivent céder la place à l'école militaire préparatoire de Saint-Cyr qui s'y installe. En d'autres mains et suivant un programme différent, le vieux collège reprend explicitement la vocation qui lui était assignée à la fin de l'Ancien Régime.

La création de l'Université impériale en 1808 ne modifie guère le statut privé ni le type d'enseignement des anciennes écoles militaires. Elle inquiète pourtant le directeur de Sorèze, François Ferlus, qui subit alors une concurrence sévère de la part des lycées environnants (23) et voit dans les nouvelles dispositions un carcan portant atteinte à l'originalité et à l'autonomie de son programme d'enseignement. Il accable le grand-maître de lettres et de mémoires pour obtenir que Sorèze conserve « son caractère » propre, bénéficie du titre exceptionnel d'« institution impériale littéraire et académique de

(20) Cf. la minute des lettres d'envoi dans *A.N.*, F17 2494. La même proposition a été faite à l'école de Juilly où, comme à Sorèze et Pontlevoy, d'ex-oratoriens ont acheté les bâtiments de l'ancienne académie royale.

(21) Lettre de Roederer en date du 28 prairial an X et réponse de Gérard directeur de Tournon (*A.D. Ardèche*, série D, fonds du collège de Tournon non classé, et T 578).

(22) Pour Vendôme, un premier arrêté du 30 fructidor an XI (17 septembre 1803) oblige les directeurs à entretenir gratuitement douze élèves en échange de la concession des bâtiments ; après les protestations des directeurs qui estiment la charge trop lourde, Fourcroy ramène, le 26 brumaire an XII (18 novembre 1803), ce chiffre à deux élèves pensionnaires et quinze élèves externes (*A.N.*, F17 8968). A Tournon, le père Verdet obtient, le 29 ventôse an XIII (20 mars 1805), la concession des bâtiments de l'ancien collège, et le 30 messidor an XIII (19 juillet 1805) celle de l'ancien couvent des Carmes contigu au collège (occupé précédemment par la gendarmerie et le tribunal de première instance qui sont transférés au château de Tournon acheté par le père Verdet et remis à la commune). Un arrêté du 23 floréal an XIII (13 mai 1805) astreignait le père Verdet à entretenir gratuitement huit pensionnaires. A la suite de ses protestations, les exigences du ministère s'alignent sur les clauses de l'arrêté du 19 vendémiaire an XII relatif aux écoles secondaires communales : un élève gratuit par cinquante pensionnaires (*A.N.*, F17 8878 ; et *A.D. Ardèche*, série D, fonds du collège de Tournon non classé).

(23) Cf. la « Note historique sur l'école de Sorèze » adressée par François Ferlus à Fourcroy, en date du 13 juillet 1806 (*A.N.*, F17 2684).

l'université », et puisse non seulement dispenser un enseignement classique de même niveau que les lycées, mais aussi « se conformer dans tout le reste au plan et à la méthode annoncés dans son prospectus » (24). Il envoie même son frère Raymond-Dominique ex-doctrinaire, co-directeur de Sorèze, négociier auprès de Fontanes le sort de l'établissement et faire valoir que d'autres maisons, telles Juilly ou Pontlevoy, ne peuvent demeurer « confondues avec la foule des autres institutions » et méritent une « distinction spéciale » (25). Bien que sensible à cette argumentation, Fontanes se contente, au début de 1811, d'ériger en institutions Pontlevoy, Sorèze et Vendôme, et de confirmer à leur tête les mêmes directeurs, substituant cependant à François Ferlus, dont les inspecteurs généraux souhaitent le départ en raison de son âge et de ses infirmités, son frère Raymond-Dominique (26). Seul le collège de Tournon ne semble pas alors avoir reçu de décision universitaire à son égard. En tout cas, les directeurs se sont empressés de faire usage de la décision du conseil de l'Université impériale en date du 22 août 1809 qui autorise les membres des anciennes corporations enseignantes ayant professé au moins dix années, à requérir, sans être soumis à aucune épreuve, les grades universitaires : ils prennent eux-mêmes et font prendre à leurs collaborateurs concernés les degrés de bachelier, de licencié ou de docteur, en acquittant auprès du recteur de leur académie les droits d'examen et de diplôme (27).

En revanche, le décret du 15 novembre 1811 qui interdit aux institutions d'enseigner au-delà de la classe d'humanités atteint directement le prestige de ces établissements d'élite privés, pour privilégier l'enseignement d'Etat. Les quatre maisons tentent d'échapper à une décision qui les relègue à un rang secondaire : Joseph-Pompée Verdet à Tournon (28), Mareschal et Dessaignes à Vendôme demandent l'érection de leur collège en lycée (29). A Pontlevoy, Pierre-François Chappotin demande une exemption pure et simple pour pouvoir continuer l'enseignement de la rhétorique. Les attendus de la commission centrale du conseil de l'Université impériale sont symptomatiques : pour justifier son refus, elle met

(24) Cf. le « Mémoire sur l'école de Sorèze à Son Excellence le Grand Maître de l'Université impériale », août 1810 (A.N., F17 9069).

(25) Lettre de Raymond-Dominique Ferlus à Fontanes, 10 mars 1811 (*ibid.*).

(26) Pour Pontlevoy, arrêté du 28 février 1811 (A.N., F17 8967) ; pour Sorèze, arrêté du 20 février 1811 (A.N., F17 9069) ; pour Vendôme, arrêté du 6 mars 1811 (A.D. Loiret, 1 T 274).

(27) A.N., F17* 1752, p. 93, Conseil de l'Université impériale, séance du 22 août 1809. Pour Pontlevoy et Vendôme, cf. A.D. Loiret, 1 T 272 et 274.

(28) Lettres des 9 février et 18 novembre 1812 au recteur de l'Académie de Nîmes (A.D. Ardèche, série D, fonds du collège de Tournon non classé).

(29) Lettre de Mareschal et Dessaignes au recteur de l'Académie d'Orléans, 14 octobre 1812 (A.D. Loiret, 1 T 274). Le recteur accorde le 24 octobre une autorisation provisoire d'enseigner la rhétorique et demande au grand maître d'ériger l'institution en collège.

en avant la faiblesse du nombre des pensionnaires du lycée d'Orléans et du collège communal de Blois (30). Sorèze, où la même demande a été formulée par Raymond-Dominique Ferlus, se voit en revanche provisoirement maintenu dans son degré d'enseignement : la commission centrale du conseil de l'Université impériale, qui avait d'abord émis un sec refus, est contrainte de céder aux pressions du ministre de l'Intérieur qui plaide la cause de l'institution ; mais elle accompagne le revirement auquel elle est forcée du vœu pressant que « la discipline et les études de cette grande école sous quelque nom qu'elle soit maintenue, soient enfin assujetties aux règlements de l'Université ; cette mesure est indispensable pour réprimer un luxe d'éducation qui nuit beaucoup plus qu'il ne sert aux élèves et à l'établissement même » (31). Ce texte dit assez l'agacement des conseillers devant un mode d'éducation qui refuse de se plier à l'ascétisme universitaire. Au reste, cette mesure provisoire n'est pas exclusive d'un examen plus approfondi, fait à la demande du ministre de l'Intérieur, de la situation des grandes institutions, telles Tournon, Juilly ou Sorèze (32). Cet examen débouche sur le décret impérial du 29 août 1813 qui érige Sorèze, Tournon et Vendôme au rang des lycées. Mais ce décret, signé à Dresde en pleine retraite, ne reçut jamais aucune exécution et les quatre établissements ont poursuivi leur enseignement sans changement jusqu'à la fin de l'Empire.

C'est la Restauration qui, en fait, rompt la continuité d'une expérience pédagogique menée pendant trente années avec les mêmes hommes. La fin de ce modèle issu des Lumières du XVIII^e siècle s'explique par trois raisons principales : l'âge des enseignants qui ont traversé tous les régimes impose désormais une relève ; en dépit de l'habileté politique des directeurs qui ont manifesté lors des Cent-Jours un attachement royaliste sans faille, les anciennes écoles militaires apparaissent comme des foyers dangereux de libéralisme et d'opposition bonapartiste (33) ; enfin les inspecteurs de l'Université se montrent de plus en plus réticents à accepter un mode d'éducation

(30) Dès décembre 1811, Chappotin a demandé directement au grand maître l'érection de son institution en collège ; en septembre 1812, il réitère sa demande d'exemption auprès du recteur de l'Académie d'Orléans ; n'ayant aucune réponse, il écrit à nouveau directement au grand maître (lettre du 22 octobre 1812, *A.N.*, F17 8967). Mais la commission centrale du Conseil de l'Université impériale a tranché négativement le 15 octobre 1812, et persiste dans son avis le 8 janvier 1813 (*A.N.*, F17 8968).

(31) Avis de la commission centrale du Conseil de l'Université impériale du 11 novembre 1812, consécutif à la transmission par le ministre de l'Intérieur d'une lettre de sollicitation de Raymond-Dominique Ferlus. Le 24 septembre précédent la même commission avait rendu un avis négatif (*A.N.*, F17 9069).

(32) Note marginale datée du 28 octobre 1812 sur la lettre de Raymond-Dominique Ferlus citée à la note précédente (*ibid.*).

(33) Cf. l'enquête de 1816 à Pontlevoy (*A.N.*, F17 8967), la lettre du sous-préfet de Vendôme au préfet du Loir-et-Cher à la suite d'une révolte au collège, 31 mai 1822 (*A.N.*, F17 8968), et l'enquête de 1823 à Sorèze (*A.N.*, F17 9069).

où les arts d'agrément et le théâtre tiennent une place presque aussi importante que les langues anciennes ou les mathématiques, et souhaitent un alignement des enseignements sur celui de l'Université (34). En 1818, Joseph-Pompée Verdet démissionne de Tournon, qui devient aussitôt collège communal, puis royal (35). En 1820, les deux ex-oratoriens Mareschal et Dessaignes cèdent leur institution au fils de l'un d'entre eux, Charles Mareschal (36). En 1823, Pierre-François Chappotin abandonne la direction de Pontlevoy. En 1824 enfin, à la suite d'une longue enquête universitaire qui dénonce l'indiscipline et l'irrégularité qui règnent à Sorèze, Raymond-Dominique Ferlus se voit contraint de céder la direction de l'établissement à son gendre de Bernard et d'accepter la présence à demeure d'un inspecteur ecclésiastique chargé de surveiller le retour à l'ordre universitaire (37). Avec l'effacement de ces hommes, c'est aussi la fin des grands pensionnats d'élite qui attiraient leur clientèle à une échelle largement régionale, voire nationale. Leur identité destinée de 1776 aux années 1820 invitait à ne pas arrêter l'étude suivant les traditionnelles coupures de l'histoire politique.

II - La dynamique du recrutement

1. *Le mouvement des entrées.* — La conjoncture des entrées était en partie déterminée par la capacité d'accueil des pensionnats. Cette capacité semble avoir été de l'ordre de 150 lits à Effiat, 250 à Tournon, Pontlevoy et Vendôme, pour atteindre 400 à Sorèze, dont il faut défalquer une cinquantaine de lits réservés en permanence aux boursiers. En période de pleine occupation, le mouvement des entrées est, aussi, fonction de la durée du séjour au pensionnat : un allongement de la durée moyenne immobilise les effectifs sur place. Une attente trop prolongée peut même avoir eu un effet dissuasif. La courbe des entrées (voir le graphique) n'est donc pas totalement significative. Ainsi la hausse suivie d'une baisse que l'on constate vers 1780-83 semble indiquer un phénomène de saturation : elle

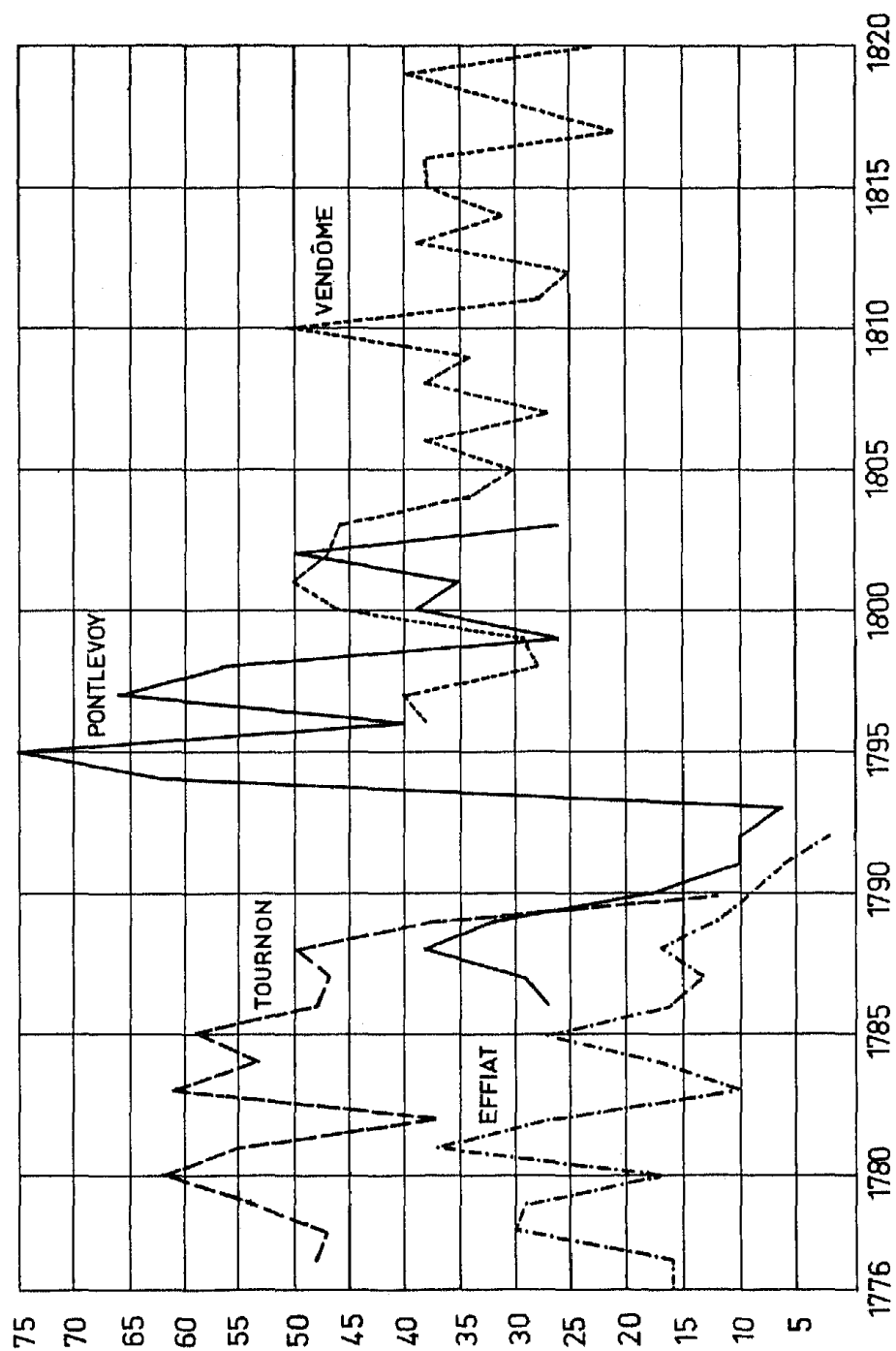
(34) Cf. le rapport de l'inspecteur Guillon au recteur de l'Académie d'Orléans à propos de Pontlevoy, 13 septembre 1816, qui parle du « soin ridicule qu'on y donne à l'enseignement des arts d'agrément les plus frivoles comme la danse de ballet et d'opéra et le chant ainsi que les représentations théâtrales » (A.N., F17 8967) ; ou le rapport de l'abbé Fayet, inspecteur général, sur Sorèze en date du 7 août 1823 selon lequel « abandonnés à leurs propres forces les 19/20^es des élèves ne savent rien », et qui s'indigne du temps passé aux exercices militaires : « suffit-il » pour jouir des privilèges d'un collège de plein exercice « de donner chaque année à la France un certain nombre d'écuyers, de musiciens, d'artistes dramatiques et de ferrailleurs ? » (A.N., F17 9069).

(35) Le père Verdet démissionne dès le 18 juillet 1818, mais n'est remplacé qu'en 1819 ; cf. A.N., F17 8633, et A.D. Ardèche, T 521.

(36) A.D. Loiret, 1 T 274. Charles Mareschal est nommé chef de l'institution de Vendôme le 24 janvier 1821.

(37) Cf. sur cette affaire le long réquisitoire de l'inspecteur général Laurentie devant le conseil académique de Toulouse, le 25 octobre 1823 (A.N., F17 9069).

Courbe des entrées aux collèges d'Effiat, Tournon, Pontlevoiy
et Vendôme (1776-1820)



intervient quatre à cinq ans après la reconversion des collèges en écoles militaires, soit après une période qui est égale à la durée moyenne du séjour au pensionnat. Les effectifs se seraient donc en grande partie renouvelés à ce moment, pour bloquer ensuite pendant quelques années le mouvement des entrées.

Autre symptôme de la conjoncture : la très forte chute du nombre des entrées lors des événements révolutionnaires, qui remettent en cause le système scolaire, et notamment en 1790-1793. A vrai dire, c'est moins cette baisse qui peut surprendre que la survie de la plupart des établissements étudiés ici, louvoyant à travers les dédales des régimes et s'adaptant tant bien que mal aux institutions changeantes. L'école d'Effiat qui, nous l'avons vu, a suscité en 1793 la vindicte du directoire départemental contre l'aristocratie de son recrutement, constituait cependant en 1791-92 pour les élites bourgeoises nouvellement mises en place un modèle attirant. Les derniers élèves entrés attestent, en effet, autant l'annonce d'un changement significatif de la clientèle du pensionnat que la permanence de l'attraction du modèle éducatif : après trois nouveaux pensionnaires venus en avril-septembre 1791 du milieu des offices riomois, on y voit arriver, à partir d'octobre, les fils d'un régisseur et d'un administrateur de domaines, d'un négociant, d'un président de tribunal criminel et, *last but not least*, d'un administrateur de district.

Seul le registre de Pontlevoy permet une étude de la continuité du recrutement sous la Révolution. Si le courant des entrées y a considérablement diminué, il ne tarit jamais complètement. Il est vrai que les débuts orageux de la Convention laissent les parents dans l'expectative : on ne note aucune entrée entre décembre 1792 et avril 1793. Mais il s'agit là d'une époque de l'année peu propice aux voyages et toujours faible en entrées scolaires. Dès le mois de mai 1793 cependant, le mouvement des arrivées se ranime : six nouveaux pensionnaires entrent en 1793, puis l'action énergique de Chappotin qui a pris la direction du collège en octobre 1793 commence à porter ses fruits : à partir d'avril 1794, treize entrées peuvent être notées, suivies d'une reprise massive qui intervient en septembre 1794 pour amener en quatre mois 54 nouveaux pensionnaires. Nous sommes après Thermidor... Cette fois la reprise est définitive. Dès 1800, un rythme de croisière a dû s'installer à Pontlevoy. Il est vrai qu'à partir de 1803-04 nous ne disposons plus de chiffres exacts des entrées à ce pensionnat. Mais le mouvement est patent à celui de Vendôme, qui a connu un sort en tous points comparable : de 36,2 en 1796-1800, la moyenne annuelle des entrées s'y élève à 41,4 en 1801-05 — années fastes qui marquent le retour progressif à la stabilité institutionnelle

à partir du 18 brumaire — pour se régulariser ensuite avec une légère tendance à la diminution : de 37,6 en 1806-10, on passe de 32,2 en 1811-15 à 30,6 en 1816-20.

2. *L'évolution des effectifs.* — Les variations du nombre des entrées se reflètent dans celles des effectifs. Grâce au rapport d'inspection que le sous-inspecteur des écoles royales militaires, le chevalier de Reynaud, rédigea en 1787, nous connaissons avec assez de précision l'état des effectifs à la veille de la Révolution (38) (tableau I) : les écoles étudiées dans cet article y apparaissent comme des institutions considérables qui réunissent un pensionnat important au noyau stable des élèves boursiers (39). Si l'on fait abstraction des remarques critiques du chevalier sur le trop grand nombre de pensionnaires — son idéal semble avoir été l'équilibre numérique entre boursiers, pensionnaires et externes, dans leur grande majorité nobles, comme à Pont-à-Mousson (« collège parfait sous tous les rapports, le meilleur de tous ») —, Tournon (« le meilleur des Oratoriens »), Effiat (« bien en général »), Pontlevoy (« ordre, bonne tenue ») et dans une moindre mesure Vendôme (« succès compromis par l'appât du gain »), sont gratifiés d'un jugement favorable, Effiat étant l'institution où la réponse à la demande d'une éducation de type nobiliaire paraît de la façon la plus claire (« études d'agrément prenant le dessus sur les études sérieuses »).

L'état florissant et la réputation des pensionnats à la veille de la Révolution ont certainement contribué à endiguer l'hémorragie révolutionnaire. Il n'empêche que la chute des effectifs a pu être brutale, mettant en péril la survie financière des institutions. Les séries des chiffres d'effectifs (pensionnaires et boursiers réunis, mais sans les externes) que nous avons rassemblés sur le tableau II, à partir d'une multiplicité de sources, permettent de suivre de près les aléas de Tournon, de Pontlevoy, de Vendôme. Les comptes trimestriels de ce dernier pensionnat montrent que le premier trimestre de 1794 a été le moment critique dans l'existence de l'institution. Rapidement une reprise s'amorce, interrompue par une nouvelle baisse, qui n'est peut-être due qu'à l'annonce de la fermeture du pensionnat qui devait précéder l'installation définitive de l'école centrale du Loir-et-Cher à Vendôme (3 brumaire an IV = 25 octobre 1795), laquelle amena un nouvel essor du pensionnat.

(38) Publié par le capitaine BAGES, « Histoire de l'Ecole royale militaire d'Effiat », *Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne*, 1902, pp. 176-178. La date de 1785 fournie par Bages doit être lue comme 1787 en raison du départ du père Corbin, principal de La Flèche, dont le chevalier fait mention. Le père Corbin vient d'être nommé précepteur du Dauphin (cf. *Almanach Royal*) de 1787).

(39) La stabilité effective du nombre des boursiers apparaît dans les listes nominatives annuelles conservées au *Service historique des Armées*, Ya 158.

Localisation	Congrégation	Elèves du roi boursiers nobles	Pensionnaires		Externes		Totaux	
			total n	dont nobles n %	total n	dont nobles n	total général n	dont nobles n %
Beaumont-en-Auge	O.S.B. (1)	54	127	69 54,3	41	—	222	123 55,4
La Flèche	Doctrinaires	50	320	152 47,5	116	—	486	202 41,6
Tiron	O.S.B.	48	48	18 37,5	5	2	101	68 67,3
Vendôme	Oratoriens	34	155	127 81,9	62	1	251	162 64,5
Pontlevoy	O.S.B.	52	158	65 41,1	—	—	210	117 55,7
Sorèze	O.S.B.	42	328	131 39,9	34	10	404	183 45,3
Tournon	Oratoriens	50	215	139 64,7	24	2	289	191 66,1
Effiat	Oratoriens	50	100	75 75,0	—	—	150	125 83,3
Auxerre	O.S.B.	45	61	29 47,5	47	2	153	76 49,7
Rebais	O.S.B.	55	139	92 66,2	11	—	205	147 71,7
Brienne	Minimes	47	51	28 54,9	—	—	98	75 76,5
Pont-à-Mousson	Chanoines réguliers de Saint-Sauveur	56	76	64 84,2	74	57	206	177 85,9
TOTAL	n %	583 21,0	1778 64,1	989 55,6	414 14,9	74	2775	1646 59,3
(1) Congrégation de Saint-Maur dans les six cas.								

I. — Effectifs des écoles royales militaires (rapport du chevalier de Reynaud, 1787)

	PONTLEVOY effectifs	solde du mou- vement entrées- sorties	VENDOME effectifs	TOURNON effectifs	SOREZE effectifs	élèves cours de litté- rature
1787	210 (1)		189 (1)	265 (1)	370 (1)	
1788						
1789						279 (48)
1790	218 (2)					260
1791	206 (3)				367 (42)	
1792	125 (4)		162 (13)-121 (14)	165 (25)		147
1793	114 (4)	113 (5)	114-110-110-91			182
1794		101	85-89-102-130			261
1795		152	120-98 (15)-72 (16)	[125?] (26)		217
1796		180		160 (27)		227
1797		189	[100?] (17)			263
1798		232	117 (18)	200 (28)		383
1799		256		202 (29)		354
1800		247		188 (30)		279
1801		246				291
1802	212 (6)	234	190 (19)	220 (31)		327
1803	220 (7)	244	212 (20)	200 (32)		390
1804		239		134 (33)		384
1805	200 (8)		206 (21)	166 (34)		369
1806	200 (9)		[230?] (22)	130 (35)	[400?] (43)	318
1807				150 (36)		266
1808			192 (23)	185 (37)		216
1809			194			250
1810	160 (10)					194
1811	160		217	238 (38)		202
1812	173		185	[260] (39)	200 (44)	220
1813	167 (11)		175 (24)			254
1814	158		168			264
1815	159		161		350 (45)	387
1816	173		161		410 (46)	435
1817	177		148	125 (40)		447
1818	176 (12)		148	103 (41)		462
1819	167		147		460 (47)	461
1820	169		138			451

II. — Effectifs des pensionnats (pensionnaires et boursiers)

NOTES DU TABLEAU II

- (1) Selon le rapport du chevalier de Reynaud, sous-inspecteur des écoles royales militaires (*Bull. hist. et scientif. de l'Auvergne*, 1902, pp. 176-178, où par erreur la date de 1785 est attribuée à ce texte).
- (2) *A.D. Loir-et-Cher*, L 788, f. 2 r.
- (3) *Ibid.*, L 789 (nov. 1791) ; cf. *ibid.*, L 778, pièce 21 : 200 en avril 1791.
- (4) *Ibid.*, L 799, pièce 24 (6 août 1792) et pièce 32 (fin janvier 1793).
- (5) La suite calculée d'après notre relevé sur le fichier des pensionnaires.
- (6) *A.D. Loir-et-Cher*, série T non classée (14 thermidor an X = 2 août 1802).
- (7) *Ibid.*, (vendémiaire an XII = oct. 1803).
- (8) *Ibid.*, (22 germinal an XIII = 12 avril 1805).
- (9) *Ibid.*, (fin 1806).
- (10) La suite selon *A.D. Loiret*, 1 T 272 (relevés d'octobre-décembre).
- (11) *A.N.*, F17 2494 (cf. *A.D. Loiret*, 1 T 272 : 156 en janvier 1814).
- (12) En janvier 1819.
- (13) Evaluation d'après les comptes du pensionnat (*A.D. Loir-et-Cher*, L 801 : janv.-sept. 1792).
- (14) 1792 à 1795 : évolution par trimestre des pensionnaires (*A.D. Loir-et-Cher*, L 802 à 812).
- (15) En germinal et floréal an III (*ibid.*, L 812).
- (16) En prairial an III (*ibid.*).
- (17) Estimation du 13 vendémiaire an VI = 4 oct. 1797 (*ibid.*, L 765).
- (18) *Ibid.*, L 768 (13 messidor an VI = 1^{er} juillet 1798).
- (19) *A.D. Loir-et-Cher*, série T non classée (1^{er} thermidor an X = 20 juillet 1802).
- (20) *Ibid.*, (vendémiaire an XII = oct. 1803 ; cf. *ibid.*, 208 au 10 thermidor an XI = 29 juillet 1803).
- (21) *Ibid.*, (20 fructidor an XIII = 7 sept. 1805 ; cf. *ibid.*, 183 au 26 germinal an XIII = 16 avril 1805).
- (22) *Ibid.*, (fin 1806 : 250, y compris les externes).
- (23) La suite d'après *A.D. Loiret*, 1 T 275 (relevés d'octobre-décembre).
- (24) *A.N.*, F17 2494.
- (25) *A.D. Ardèche*, série D non classée (1^{er} mars 1792).
- (26) *Ibid.*, (s.d., mais vraisemblablement en germinal an III = avril-mai 1795 : 160 personnes à nourrir ; en 1799 il y avait 34 maîtres, à déduire de ce total).
- (27) *A.D. Ardèche*, L 533 (mémoire historique sur l'école, germinal an VII : en vendémiaire-frimaire an V).
- (28) *Ibid.*, série D non classée (15 vendémiaire an VII = 6 oct. 1798).
- (29) *Ibid.* (à l'époque de la fondation de l'école centrale, soit vers le 24 germinal an VII = 13 avril 1799).
- (30) *Ibid.*, T 578 (questionnaire de janvier 1808).
- (31) *Ibid.*, T 578 et série D non classée (11 thermidor an X = 30 juillet 1802).
- (32) *Ibid.*, (15 thermidor an XI = 3 août 1803).
- (33) *Ibid.*, série D non classée (vendémiaire an XIII = octobre 1804).
- (34) *Ibid.*, T 578 (19 germinal an XIII = 9 avril 1805) ; 150 pensionnaires le 8 messidor an XIII = 27 juin 1805 (*A.N.*, F17 8878).
- (35) *Ibid.*, état des écoles secondaires, établi le 9 juin 1807. En outre, 72 externes.
- (36) *Ibid.* Non compris les 72 externes.
- (37) *A.D. Ardèche*, T 578 (janvier 1808). Plus 100 externes.
- (38) *Ibid.*, (questionnaire non daté qui doit être de 1811 étant donné les âges des professeurs).
- (39) *Ibid.*, série D non classée (brouillon de compliment adressé au comte d'Artois en septembre 1814).
- (40) *Ibid.*, T 521 (11 mai 1807).
- (41) *A.N.*, F17 8835 : « cette école languit et tombe en décadence ».
- (42) P. CHABBERT, « Un inédit de Dom Despaulx : le catalogue des écoliers de Sorèze, le 1^{er} juillet 1791 », *Société des sciences, arts et belles-lettres du Tarn*, Bulletin, nouv. sér., n° 34, 1975-76, pp. 255-267. Il y a alors 308 pensionnaires et 59 élèves boursiers.
- (43) *A.N.*, F17 9069 (nombre d'élèves indiqué par le directeur Ferlus, le 13 juillet 1806 ; peut-être un arrondi trop optimiste).
- (44) *Ibid.*, (6 avril 1812). Même chiffre dans un rapport des inspecteurs généraux de l'Université, déc. 1812 (*A.N.*, F17 9069). A. COMBES, *Histoire de l'Ecole de Sorèze*, Toulouse, 1847, mentionne 233 élèves en 1812. Il n'est pas clair si les externes sont ou non compris dans ces chiffres.
- (45) *A.N.*, F17 9069 (Ferlus au grand-maître de l'Université, 24 mai 1805).
- (46) D'après A. COMBES, *op. cit.*
- (47) D'après J. FABRE de MASSAGUEL, *op. cit.*, p. 60 (y compris 50 externes).
- (48) D'après les *Exercices publics* du collège, conservés aux archives de l'école de Sorèze. Nous remercions le P. J. de Metz, archiviste, d'avoir bien voulu relever les nombres des années 1812-1820. Ces chiffres semblent inclure les externes.

La diminution des effectifs de 1793-1795 par rapport à ceux de 1787, qui atteint environ la moitié des pensionnaires, a été du même ordre à Vendôme qu'à Pontlevoy et à Tournon et vraisemblablement à Sorèze — si l'on peut se fier ici aux nombres d'élèves inscrits au cours de littérature (40). Cette similitude d'évolution numérique suggère une attitude identique des parents d'élèves face à une évolution parallèle des différentes institutions. C'est à Pontlevoy que nous saisissons le mieux le mécanisme, grâce à la correspondance conservée (41). La chute des effectifs témoigne dans un premier temps du désarroi des parents dans l'affaire du serment civique exigé des religieux bénédictins. A la suite du décret du 25 avril 1791 prononçant la destitution des instituteurs de la jeunesse qui n'auraient pas prêté serment, le directeur du collège, dom Marquet, fait observer à la municipalité de Pontlevoy, dès le 21 avril, que plusieurs familles instruites du décret avaient rappelé leurs enfants ou avaient annoncé par écrit leur intention d'agir de la sorte. De fait, les comptes du collège manifestent 15 départs dès avril 1791, 48 en mai, et encore 9 en juin, soit au total le tiers des pensionnaires (42). La lutte interne entre les religieux non assermentés et les maîtres laïcs alarme les parents, par l'intermédiaire des lettres de leurs enfants. Ne lit-on pas dans une lettre du jeune élève Thomas d'Orléans : « Les religieux s'en vont, il va y avoir un nouveau directeur. En conséquence je vous prie de venir me chercher. On dit que l'on va mettre le feu au collège » (43) ? Mais le directoire du département prend alors des mesures conservatoires énergiques afin d'arrêter l'hémorragie : dès le 25 avril 1791 la décision est prise de placer des sentinelles de la garde nationale aux portes du collège (44), pour interdire les départs précipités et le rythme des sorties reprend bientôt son allure ordinaire : 23 élèves en tout sortent pendant l'année 1791-92, 18 en 1792-93, encore 17 en 1793-94. La rareté des entrées au cours de cette période critique est bien sûr responsable de la diminution graduelle des effectifs jusqu'en 1794-95 ; mais ce rythme des départs qui correspond à un cinquième environ des effectifs présents et qui suppose donc une durée moyenne du séjour au pensionnat de l'ordre de cinq ans, n'a rien d'excessif en soi. Cela ne veut pas dire pour autant que tous les parents avaient retrouvé

(40) Ce cours paraît avoir regroupé au moins 80 % des effectifs du collège, voire, à partir de 1810 environ, la totalité des élèves, pensionnaires et externes réunis. On note cependant quelques rares noms d'élèves identiques à plusieurs niveaux du cours de littérature : homonymes, frères mal distingués ou élèves suivant plusieurs niveaux à la fois ? Impossible de trancher avec certitude.

(41) Cf. W. FRIJHOFF, « L'Ecole militaire de Pontlevoy », *op. cit.*

(42) A Effiat, les départs massifs ne commencent qu'en août 1791, mais se poursuivent pendant toute l'année 1792. Au 15 octobre 1793, il n'y restait plus que des boursiers, au nombre de 25, qui seront évacués peu après (*Service historique des Armées*, Ya 158).

(43) Cf. A.C. Pontlevoy, délibération du 25 avril 1791.

(44) *Ibid.*

leur confiance dans l'éducation dispensée au collège. Outre la mesure conservatoire prise par Xavier Audouin en mai 1793 vis-à-vis des « otages précieux » que constituaient les boursiers du roi, le département du Loir-et-Cher, sur les conseils du directeur Chappotin, prend un arrêté draconien pour enrayer l'hémorragie des élèves à Pontlevoy : le 28 vendémiaire an II (19 octobre 1793), il exige la remise d'un certificat de civisme de la part des parents qui voudraient retirer leurs enfants du collège (45).

Faut-il s'étonner de ce que la jeunesse elle-même, et notamment la fraction qui ne quitte pas le pensionnat dès la première alerte révolutionnaire, apparaît parfois partie prenante dans le renouveau du système éducatif ? Ainsi, les deux fils de Fleury Mauche, (ex-)seigneur de Mablan et bourgeois de Tarascon, font-ils « effacer les armoiries de leur couvert » par l'orfèvre, le 31 janvier 1794. Il n'y a peut-être là qu'une sage précaution pour le voyage dans ces temps difficiles, puisque les deux frères quittent le pensionnat cinq jours plus tard (46). Mais ce serait alors en même temps un aveu de la permanence des anciennes distinctions dans l'enceinte du collège. Une option plus nette est prise par le jeune Paul-Louis de Grave, fils du marquis de Grave d'Espineis demeurant à Narbonne : entré tonsuré à Tournon en 1784 (ses deux frères cadets arrivent en 1787), il fait déclarer son bénéfice le 13 mars 1790 ; mais l'année suivante, à 15 ans, il manifeste une indépendance quasi-révolutionnaire qui ne plaît pas à ses supérieurs puisque ceux-ci facturent à ses parents une somme de 15 livres « pour un habit de couleur brune presque neuf que ledit de Grave a déchiré malicieusement pour avoir plutôt un habit uniforme ». Mais la consignation de pareils faits dans les registres demeure rare. Et notre image des élèves dans la tourmente ne va guère au-delà de celle d'un troupeau assez passif, subissant plus que provoquant l'élan révolutionnaire dont font preuve, selon les modalités que le moment impose, directeurs et professeurs des collèges.

Tant à Pontlevoy et Vendôme qu'à Tournon et Sorèze, la baisse des effectifs intervenue sous la Convention est suivie, à l'époque du Directoire, d'une hausse très nette qui culmine sous le Consulat pour diminuer ensuite sous l'Empire. A Vendôme notamment, la courbe des effectifs montre une baisse légère, mais continue, que nous avons déjà pu observer sur la courbe des entrées. Cette diminution

(45) *A.D. Loir-et-Cher*, L 1970, fol. 95-96 r°, et L 323.

(46) Ces deux frères étaient, avec deux différents fils de propriétaires du roi (tous deux petits-fils de négociants : Loys, de Lyon ; Reculés de Basmarein, de Limoges) — les seuls élèves entrés à Tournon avant 1791 et restés au-delà de 1793. Leur sortie à des dates différentes mais chaque fois à l'âge habituel de 16 ans, plaide pour la continuité du fonctionnement normal du collège.

constante semble particulière à Vendôme. Plutôt que dans un changement structurel du système éducatif des pensionnats, les raisons de ce phénomène doivent donc être cherchées dans l'évolution du réseau scolaire local et la distribution de sa clientèle.

La baisse brutale des effectifs du pensionnat de Tournon sous la Restauration ne paraît pas due aux mêmes raisons que celles constatées à Vendôme. Le père Joseph-Pompée Verdet, directeur, est alors un homme âgé qui a perdu de son dynamisme et fait l'objet d'une campagne destinée à l'évincer de la direction. Il impute lui-même le déclin de son établissement aux suites néfastes des Cent-Jours : « Le feu sacré que j'y nourrissais a fait retirer quelques élèves. D'autres le furent quand la maison était remplie d'étrangers » (47) — entendez des troupes qui y ont séjourné. La vogue que connaît au même moment le collège d'Annonay (210 pensionnaires payants en 1817) n'est sans doute pas étrangère à ces défections, ainsi que l'augmentation du prix de la pension à Tournon dans cette même année 1817 (majoration de 150 francs) (48).

La courbe des effectifs de Sorèze montre, au début du XIX^e siècle du moins, une évolution inverse à celle constatée pour les trois autres pensionnats étudiés ici : une chute très sensible au début de l'Empire y est suivie d'un rétablissement éclatant à partir de 1813, amenant un doublement des effectifs en moins de cinq ans. Anticipant ici sur l'étude du recrutement socio-professionnel des établissements, il semble bien que nous pouvons adopter l'explication avancée en 1810 par le préfet du Tarn, dans un rapport au grand maître de l'Université (49). Les malheurs de l'Espagne, alors en pleine guerre contre les projets de l'Empereur, et fournisseuse traditionnelle d'une clientèle importante à Sorèze ; l'interruption des communications maritimes (le blocus), coupant le pensionnat de son recrutement colonial ; la gêne du commerce dans les grands ports enfin — autant de facteurs qui obligent le collège à se contenter provisoirement d'un recrutement moins lointain, moins glorieux, et assurément moins riche. Ces raisons valent sans doute pour l'ensemble des établissements étudiés ici. La reprise de Sorèze dès 1813 peut en revanche être imputée à la décision du 11 novembre 1812, évoquée plus haut, qui l'autorise à conserver provisoirement le même niveau que les lycées, ce qui préservait l'institution de la défection des élèves qui voulaient se présenter au grade de bachelier à l'université de Toulouse.

(47) *A.D. Ardèche*, T 521 (mémoire de Verdet, 1^{er} décembre 1817).

(48) *Ibid.* (lettre au sous-préfet, 11 mai 1817).

(49) *A.N.*, F17 9069 (rapport du préfet Baudé, 14 juin 1810).

Quelles qu'aient été les variations de la population des pensionnats étudiés ici, il s'agit toujours des institutions les plus réputées et les plus importantes de l'ensemble du territoire. La preuve en est fournie par l'état général des écoles secondaires particulières et de leurs élèves (pensionnaires et externes), dressé à la suite des circulaires du 30 ventôse et du 21 prairial an XIII (21 mars et 10 juin 1805) demandant aux préfets de fournir des états des différents types d'écoles secondaires (50).

En enlevant des totaux consignés sur l'état général les chiffres qui concernent les départements étrangers, d'ailleurs incomplètement recensés (Rhin-et-Moselle, Dyle, Tanaro...), le nombre des pensionnaires des seules écoles secondaires *particulières* paraît s'être élevé en l'an XIII à 13.972, dont 3.699 dans le seul département de la Seine. Si l'on y ajoute les 13.124 externes — nombreux surtout en province puisqu'on n'en dénombre que 105 dans la Seine, mais jusqu'à 1.508 dans le Lot —, l'on obtient un total de 27.096 élèves fréquentant les seules écoles secondaires particulières, soit largement plus de la moitié du total des élèves des collèges existant à la veille de la Révolution (51). C'est dire l'importance prise par le réseau des écoles privées, qui apparaît du même coup comme la bouée de sauvetage du système scolaire sous la Révolution, relayant, avec des fortunes diverses, mais, en toute apparence, sans solution de continuité, les institutions d'Ancien Régime, en attendant la mise en place effective et définitive d'un nouveau réseau scolaire public qui, toutefois, ne réussira plus à éliminer ce secteur refuge.

En nous bornant ici aux seuls élèves pensionnaires, la place éminente des établissements présentés dans cet article apparaît immédiatement. Comme le nombre moyen des pensionnaires par institution s'élève à 44, Tournon, Vendôme et Pontlevoy se situent manifestement dans le peloton de tête. Dix-huit écoles seulement peuvent se vanter de compter plus de 100 pensionnaires, mais elles totalisent à elles seules près du quart (23 %) des effectifs. On en relève sept à Paris, trois (dont Juilly) dans la Seine-et-Marne, deux (dont Sorèze) dans le Tarn, deux autres dans le Loir-et-Cher — seuls départements où la concentration des pensionnaires dépasse les 500 jeunes gens. En tête du palmarès, l'on trouve l'ex-collège Sainte-Barbe dirigé par l'ex-théatin Lanneau (368), suivi de peu par Sorèze, sous la férule des frères Ferlus (360). A l'exception de l'institution

(50) A.N., F17 2494 ; la statistique des écoles de la Seine se trouve en F17 8107. Cf. sur cette enquête, D. JULIA, « Les sources de l'histoire de l'éducation et leur exploitation », *Revue française de pédagogie*, n° 27, avril-juin 1974, p. 25 et notes 41-42.

(51) Cf. D. JULIA, P. PRESSLY, « La population scolaire en 1789. Les extravagances statistiques du ministre Villemain », *Annales E.S.C.*, a. 30, n° 6, nov.-déc. 1975 ; pp. 1516-1561, notamment tableau 2.

secondaire que le sieur Lepitre tenait dans l'ancien hôtel de Joyeuse à Paris (201), aucune des autres écoles particulières ne dépasse les 200 pensionnaires. Pontlevoy (200) et Juilly (200) sont suivis de près par l'ex-collège de la Marche à Paris, sous la direction de Coisnon (189), par le pensionnat de Vendôme (183) et par les institutions de Tournon (166), Castres (165) et Périgueux (160). Les quatre pensionnats privés qui perpétuent la tradition des anciennes écoles royales militaires (Sorèze, Tournon, Pontlevoy, Vendôme) totalisent à eux seuls 6,5 % des pensionnaires. C'est dire assez leur importance numérique, attestant la réputation de leur modèle éducatif.

3. *La dynamique du recrutement : élèves et familles.* — Mais le comptage global des entrées ou des effectifs par année ne rend qu'imparfaitement compte de l'attrait réel des pensionnats, dans la mesure où certains parents envoyaient plusieurs enfants au pensionnat. De telles entrées familiales parfois massives (jusqu'à sept frères...) faussent quelque peu les perspectives. L'on peut, en revanche, estimer que seule l'arrivée au pensionnat du premier enfant d'une famille nucléaire est significative de la force d'attraction du collège, puisqu'elle suppose un choix conscient des parents : les autres enfants de la famille ne font que suivre l'aîné au collège (qui n'est pas nécessairement l'aîné de la phratrie), et cela d'autant plus que le partage d'une chambre particulière et d'un préfet particulier ou l'utilisation commune de certains objets pouvaient permettre de réaliser quelques économies sur le coût global de l'éducation. Dans certains cas, le pensionnat semble d'ailleurs offrir des conditions plus avantageuses à des familles nombreuses ou, inversement, permettre à des fournisseurs privilégiés du collège d'y envoyer à bas prix toute leur maisonnée, comme les six frères Gendron, fils d'un médecin à Vendôme, ou bien (nous l'avons relevé ailleurs) les sept frères Berlioz à Belley, fils d'un marchand drapier fournisseur du pensionnat de cette ville (52).

Le tableau III s'efforce de traduire en quelques chiffres la relation entre l'attrait réel du collège et l'attrait apparent tel que les nombres absolus d'entrées nouvelles le laissent supposer. Ces chiffres donnent, pour le total des entrées relevées par période quinquennale, le pourcentage d'élèves qui n'ont pas encore de frère au pensionnat et qui, premier membre de leur famille à y entrer, témoignent donc du dynamisme réel du recrutement : un pourcentage élevé de nouvelles familles indique, dans notre hypothèse, soit une force d'attraction

(52) W. FRIJHOFF et D. JULIA, « L'éducation des riches. Deux pensionnats : Belley et Grenoble », *Cahiers d'histoire*, t. 21, 1976, n° 1-2, p. 125, note 51.

	EFFIAT	TOURNON	PONT-LEVOY	VENDOME moyenne générale	VENDOME		
					Loir-et-Cher, départ limitro- phes	Gironde	Autres dépar- tements
*							
1775-79	83,2	91,7					
1780-84	74,1	81,0	85,2				
1785-89	64,7	72,7	78,7				
1790-94	83,3	75,0	76,4				
1795-99			79,2	81,2	87,7	69,4	82,1
1800-04			68,9	78,5	81,3	45,4	75,8
1805-09				70,7	77,8	66,7	62,1
1810-14				75,3	76,1	55,6	76,5
1815-19				79,8	80,0	66,7	78,0
Moyenne générale	75,5	80,5	76,4	77,1	80,3	61,7	74,8
n	312	669	700	881	300	94	487

III. — Dynamique familiale du recrutement :

nouvelles familles représentées dans les pensionnats

(% quinquennal des premiers membres d'une famille entrés au pensionnat, sur le total des nouvelles entrées)

accrue, soit un renouvellement de la clientèle, tandis qu'une baisse de ce pourcentage signifie un certain repli du pensionnat sur lui-même puisqu'il continue de recruter dans des familles qui lui sont déjà acquises. Éliminant les chiffres élevés de la première période, qui souffrent de ne pouvoir être comparés aux entrées antérieures, on voit sans peine à quel moment le recrutement se renouvelle : dans les toutes dernières années de l'existence d'Effiat lorsque, comme à Tournon, le pensionnat bénéficie de l'afflux d'une petite clientèle révolutionnaire ; dans la période 1795-99 à Pontlevoy, que nous pouvons maintenant définir non seulement comme une période de reprise institutionnelle, mais aussi de mutation des effectifs scolaires dans un sens qui reste à déterminer. Enfin dans les périodes 1810-14 et 1815-19 à Vendôme : il y a là un double renouveau qui, en raison de sa périodisation, semble renvoyer à une répercussion possible des événements politiques. Mais il importe de regarder ici de plus près le recrutement vendômois. Le groupe d'élèves originaires de la Gironde, en effet, paraît provenir d'un milieu restreint qui ne se renouvelle guère, mais qui manifeste une remarquable fidélité : presque chaque élève a un frère au pensionnat. Dans les années 1810-14, l'évolution du recrutement est plutôt due aux pensionnaires envoyés par de nouvelles familles dans les départements éloignés :

l'on peut interpréter cet élargissement comme une preuve de la force d'attraction du collège de Vendôme. Sous la Restauration débutante, cet élargissement lointain se confirme, mais se double d'un phénomène comparable dans le recrutement proche, ce qui pose évidemment le problème de la condition sociale de ces nouvelles familles fournisseuses.

4. *Le pensionnat d'élite et ses satellites.* — Mais avant d'analyser l'impact social des établissements étudiés, il nous faut d'abord tirer au clair le paradoxe apparent d'un élargissement du recrutement coexistant avec une diminution lente, mais constante des effectifs du pensionnat de Vendôme. Est-ce à dire que le collège est abandonné par sa clientèle habituelle ? qu'il ne vit plus que de sa renommée, en attirant de nouvelles familles qui le délaissent presque aussitôt ? En réalité, le nombre de pensionnaires paraît alors de moins en moins significatif de l'attraction globale du pensionnat d'élite. Non seulement en raison du nombre d'élèves externes qui gravitent autour du pensionnat, mais aussi parce que l'institution pratique une double sélection à l'entrée : sociale autant que pédagogique. Le niveau de connaissances exigé fait naître autour du pensionnat des institutions privées qui assurent en quelque sorte des classes préparatoires et drainent provisoirement une partie de la clientèle. Il y en eut au moins trois à Vendôme qui nous sont assez bien connues.

Dès le 1^{er} novembre 1779, deux ans et demi à peine après la création de l'école militaire, le sieur Bouzy s'établit comme maître de pension à Vendôme, dans l'orbite du pensionnat oratorien. Son institution florissante traverse sans interruption les vicissitudes révolutionnaires. « Jusqu'à ce jour, écrit-il au grand maître de l'Université le 21 mars 1811, j'ai constamment dirigé en chef l'éducation de ma Maison sans aucune interruption, pas même dans les temps les plus orageux de la Révolution où les études étant, pour ainsi dire, nulles et le Collège abandonné, je continuai mes exercices comme par le passé sans aucun changement, malgré tous les efforts des méchants qui régnaient alors. Mon Pensionnat était véritablement plus florissant qu'on ne pouvait l'espérer dans ces temps désastreux où les bonnes études étaient en horreur et l'impiété à l'ordre du jour » (53).

Ce pensionnat privé, qui accepte également des externes, a donc pris la relève des institutions publiques en péril, même si, comme nous l'avons vu, l'affirmation de Bouzy selon laquelle les études

(53) A.N., F17 8879.

auraient cessé au collège de Vendôme, est quelque peu exagérée. Quoi qu'il en soit, c'est peut-être l'imperturbable continuité même de l'institution de Bouzy, bientôt reconnue comme école secondaire, qui aura rassuré certains parents soucieux d'une éducation de qualité et les aura persuadés de lui confier leurs enfants. Bouzy se glorifie en effet d'avoir eu pour élèves les fils du sous-préfet de Vendôme, le comte de Chaban, le petit-fils du maréchal de Rochambeau (originaire de Vendôme comme son fils, général sous la Révolution et l'Empire), le fils du général de Marescot, et d'autres rejetons de cette noblesse naturellement promise à une carrière militaire ou administrative. Mais l'ancienne école centrale de Vendôme, devenue école secondaire en 1802, puis simple institution en 1808, s'efforce d'assurer sa survie en se faisant attribuer le monopole de l'enseignement (payant) de certaines matières à partir de la classe de troisième. Dès lors l'institution de Bouzy se trouvait condamnée à ne demeurer qu'un pensionnat préparatoire. Bien plus, la création des lycées lui enleva une partie de sa clientèle plus lointaine, obligée de passer par le lycée régional pour pouvoir aspirer au baccalauréat. Les élèves de Bouzy mentionnés dans les états de l'institution Mareschal et Dessaignes en tant qu'externes, montrent dans quel milieu celui-ci recrutait (54). Sur seize élèves mentionnés en 1809-10, neuf viennent du Loir-et-Cher, trois des départements limitrophes (Sarthe, Eure-et-Loir), quatre autres de régions plus éloignées (Charente, Seine, Tarn...). Sept de ces élèves étaient fils de propriétaires, un de cultivateur, un autre de capitaine. Le reste se répartit entre l'administration et les professions libérales ou assimilées (homme de loi, contrôleur, notaire, huissier, voire directeur d'un collège). L'étude des origines sociales du recrutement du collège de Vendôme nous permettra d'apprécier les interférences entre les clientèles des deux institutions.

Dans sa lettre au grand-maître de l'Université, le sieur Bouzy faisait à peine allusion à son concurrent, Antoine-André-Jacques-Edouard Chanteloup-Bourgogne. Celui-ci, ancien élève du collège et du séminaire de Blois, ouvre dès 1784, âgé de 21 ans à peine, une pension dans cette ville, qu'il tient jusqu'en 1794. Après un passage dans divers emplois administratifs au niveau départemental, nous le trouvons en 1800-01 à la tête d'un pensionnat privé à Vendôme, moins important et réputé que celui de Bouzy certes, mais non moins honorable, si l'on en croit les témoignages très positifs que le sous-préfet de Vendôme et les directeurs du collège joignirent à sa requête en vue de l'obtention du brevet de chef d'institution (1811) (55). Sur

(54) *A.D. Loiret*, 1 T 275.

(55) *A.N.*, F17 8879 (la lettre du sous-préfet date du 7 août 1810, celle des directeurs du collège du 25 janvier 1810, la requête seulement du 17 avril 1811).

l'état de l'institution Mareschal et Dessaignes de 1809-10, l'institution de Chanteloup est représentée par huit élèves du Loir-et-Cher et de la Sarthe limitrophe, provenant du même milieu que ceux de Bouzy : leurs parents sont propriétaire ou cultivateur, cafetier ou négociant, notaire (3), président du tribunal ou encore avocat-avoué.

La fonction préparatoire de ces institutions privées apparaît clairement dans l'énoncé de leurs programmes d'études : tout comme Bouzy, Chanteloup enseigne « les éléments des langues anciennes et les premiers principes de l'histoire, de la géographie et des mathématiques », et il affirme suivre ses élèves « dans les 1^{re} et 2^e années d'humanités et cours de belles-lettres » (56). L'imbrication des différentes pensions dans un même ensemble se trouve d'ailleurs confirmée à travers la carrière personnelle d'un troisième chef d'institution, le sieur Haugou qui, « après avoir professé les cours jusqu'à la troisième inclusivement pendant les quinze années que j'ai passées chez M. Bouzy » (57), devient professeur d'une basse classe au collège, avant d'ouvrir lui-même une pension à Vendôme, une fois nommé bachelier ès lettres en raison d'un nombre suffisant d'années d'exercice, en 1818. Dès le 27 mars 1819 sa pension réunit 29 élèves (58).

L'importance numérique et la hiérarchie financière de cette constellation de pensionnats privés se lit d'ailleurs clairement dans l'enquête de l'an XIII que nous avons déjà signalée : à côté de l'institution de Mareschal et Dessaignes (l'ex-école militaire) qui réunit 30 professeurs, 183 pensionnaires payant 900 livres chacun et 38 externes, on trouve mentionnés à Vendôme trois autres pensionnats (ceux de Bouzy et de Chanteloup, et celui tenu par l'ex-oratorien Beau avec son beau-père Legout), réunissant 10 professeurs, 74 pensionnaires payant de 450 à 750 livres, et 86 externes.

Mais ces pensionnats privés n'assurent jamais la totalité du cursus secondaire. Tel parent d'élève, chirurgien à Vendôme, envoie même une requête au recteur pour le supplier de faire admettre au collège son fils, âgé de 15 ans et demi, qui avait été refusé comme « faible » à l'examen d'entrée de la classe de troisième : « J'appréhende, écrit le père, que restant dans une pension environné de petits marmots et privé de ses camarades, cela ne le porte au découragement, plus l'approche de la conscription, tout est tant pour lui que pour moi à redouter » (59). La classe de troisième semble

(56) *Ibid.* (requête du 17 avril 1811).

(57) *A.D. Loiret*, 1 T 267 (Haugou au recteur, le 8 novembre 1810).

(58) *Ibid.*, 1 T 267 (état des élèves au premier trimestre 1819).

(59) *Ibid.*, 1 T 275 (lettre de Fournier, chirurgien à Vendôme, au recteur, le 31 octobre 1811).

donc pour la clientèle de ces petits pensionnats privés l'ultime seuil d'entrée au collège.

D'autres réseaux de collèges, plus étendus, peuvent encore être distingués. Nous avons déjà insisté ailleurs sur l'attraction exercée par le modèle éducatif des écoles militaires sur les familles de province, et qui est attestée par l'envoi d'un fils cadet à ces écoles, alors qu'on retrouve les aînés dans un pensionnat local (60). Il est intéressant de noter que même une institution de grand prestige comme Juilly doit céder devant l'appel des écoles militaires. Ainsi les deux fils aînés du marquis de Rivoyre de la Tourette, colonel au régiment d'infanterie de l'Ile-de-France, vont-ils à Juilly, en 1776-1777, pour devenir plus tard respectivement évêque de Valence (1817) et lieutenant-général (61), tandis que le troisième va comme pensionnaire à Tournon, où il restera huit ans. Le mouvement est encore plus patent lorsqu'on retrouve le même élève à plusieurs institutions successivement. Tel ce Thomas-Francis Thompson, fils d'Anglais de Londres habitant Orléans, qui commence sa carrière scolaire le 24 nivôse an X, à 8 ans, comme pensionnaire à l'école centrale d'Orléans pour passer à l'institution de Vendôme à la fin d'octobre 1807, d'où il revint à Orléans comme demi-pensionnaire le 29 juillet 1808 (62). On serait tenté d'y voir une preuve de la fonction acculturante des pensionnats d'élite, devenus un lieu de passage obligatoire pour qui voulait compter dans le monde.

L'attraction du modèle transparaît de toute évidence dans les péripéties du jeune Charles Papet, fils d'un bourgeois de La Châtre — son grand-père maternel avait été conseiller du roi en l'élection, son oncle maternel receveur des gabelles. Ayant suivi le fils de ce dernier pour commencer ses études au pensionnat d'Effiat, le 22 avril 1789, il dut les interrompre en 1792. Nous le perdons alors de vue pendant deux ans et demi, mais le 27 octobre 1794 nous le retrouvons comme pensionnaire dans un Pontlevoy renaissant, où il achève son cursus en octobre 1798. Gageons qu'il a passé la période intermédiaire dans quelque institution privée.

III - Le rayonnement des établissements

1. *Du pensionnat local à l'institution internationale.* — Lorsqu'on examine l'origine géographique des pensionnaires (tableau IV), on observe de très grandes différences dans

(60) W. FRIJHOFF et D. JULIA, « L'éducation des riches », *op. cit.*, pp. 128-129.

(61) Cf. E. BROGLIN, *De l'Académie royale à l'Institution. Le collège de Juilly (1745-1828)*, thèse de 3^e cycle dactyl., Univ. de Paris IV, 1978, t. IV, pp. CLXVIII et CLXXIV.

(62) Cf. A.D. Loiret, 1 T 208 (registre du pensionnat près l'école centrale d'Orléans).

	EFFLAT	TOURNON	PONTLEVOY 1790-1804	PONTLEVOY 1813	VENDOME	SOREZE 1789
	% % cumulé	% % cumulé	% % cumulé	% % cumulé	% % cumulé	% % cumulé
Département	25,8	6,1	4,9	6,2	9,4	6,9
1 ^{er} couronne	42,2	31,3	30,3	12,0	30,6	15,4
	68,0	37,4	35,2	18,2	40,0	22,3
2 ^e couronne	22,9	51,7 +	11,6	7,3	17,5	12,8
	90,9	89,2	46,8	25,5	57,5	35,1
Reste	5,5	4,7	36,6 +	62,0 +	39,2 +	27,5 +
	96,4	93,9	83,4	87,5	96,7	62,6
Colonies	1,3	3,5	11,0	7,3	2,6	24,9
	97,7	97,4	94,4	94,8	99,3	87,5
Etranger	2,3	2,6	5,6	5,2	0,7	12,5
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
n	306	489	716	192	921	305
	+ 23,7 % des seules Bouches- du-Rhône (n = 116), 12,9 % de Marseille (n = 63)	+ 22,6 % des départements atlantiques (n = 162), 5 % de la Gironde (n = 36)	+ 40,6 % des départements atlantiques (n = 78), 28,1 % de la Gironde (n = 54)	+ 24,0 % des départements atlantiques (n = 221), 12,1 % de la Gironde (n = 111)	+ 16,1 % des départements atlantiques (n = 49), 8,5 % de la Gironde (n = 26)	

IV. — Origines géographiques des pensionnaires (non boursiers)
(en pourcentages du total)

le rayonnement des écoles militaires. Effiat apparaît comme un établissement dont le recrutement est essentiellement local : un quart des pensionnaires vient du seul Puy-de-Dôme et si l'on adjoint à ceux-ci les élèves en provenance des départements immédiatement limitrophes (première couronne), on obtient déjà plus des deux tiers du recrutement ; l'apport de la deuxième couronne (départements qui entourent les précédents) donne quasiment le reste des effectifs. C'est dire que l'école d'Effiat a une aire géographique de rayonnement qui pour les trois quarts des élèves ne dépasse pas cent kilomètres, et qui, précisons-le, est majoritairement campagnarde.

Tournon sous l'Ancien Régime, Pontlevoy sous la Révolution, et Vendôme sous l'Empire présentent des caractères identiques dans leur recrutement proche : faiblesse de la part du département où le pensionnat est situé (toujours moins de 10 %), poids comparable des départements limitrophes (aux alentours du tiers), si bien que l'addition des deux ne donne jamais que 35 à 40 % des effectifs. Mais à Tournon la deuxième couronne (formée pour l'essentiel du Dauphiné et de la Provence) vient apporter la moitié du total des élèves : ce sont ici les Bouches-du-Rhône qui adressent le tribut le plus massif (près du quart des élèves) avec un contingent marseillais prépondérant. La part de cette deuxième couronne reste en revanche tout à fait médiocre à Pontlevoy et à Vendôme (moins de 20 %). Le trait majeur qui frappe dans le recrutement de ces deux pensionnats est la place remarquable tenue par les départements de la façade atlantique (près du quart des effectifs) et, à l'intérieur de ceux-ci, par les grands ports : au tout premier chef Bordeaux, mais aussi Bayonne, Rochefort, La Rochelle, Nantes, Lorient. Les pensionnats d'élite semblent avoir trouvé dans la clientèle des ports de commerce international un pôle privilégié de développement. A Tournon, Pontlevoy et Vendôme les élèves venus des villes sont toujours majoritaires par rapport aux petits campagnards : il convient de souligner, à Tournon, l'importance des contingents venus des deux grandes villes parlementaires Aix-en-Provence (24 pensionnaires) et Grenoble (18), mais aussi de Lyon (24) ; à Pontlevoy et Vendôme, à côté des grands ports déjà cités (auxquels il faut adjoindre dans le cas de Vendôme, Brest avec 24 élèves et Dunkerque avec 13 pensionnaires), la place des grandes villes proches n'est pas négligeable : à elles quatre, Angers, Tours, Blois et Orléans adressent 124 élèves dans chacun des deux pensionnats (et dans des proportions voisines pour chacune d'entre elles). La surprise à Vendôme vient de l'énorme contingent venu de Libourne (46 élèves) et de Limoges (62 élèves). Tout se passe comme si le pensionnat ex-oratorien faisait fonction du collège local ou du lycée pour les notables de ces deux villes.

Par rapport aux quatre écoles précédentes, le recrutement géographique de Sorèze en 1789 paraît encore différent : c'est ici la part prise par les colonies et en tout premier lieu par les Antilles (Guadeloupe, Martinique et Saint-Domingue) qui marque l'originalité du collège languedocien face à ses homologues : le quart des élèves vient de ces îles lointaines, alors que Pontlevoy sous la Révolution n'en accueillait que 11 %, et qu'à Effiat ou Tournon la présence des petits « américains » est négligeable. François Ferlus était tout à fait autorisé à rappeler, dans ses innombrables mémoires, la spécificité de son établissement, où les étrangers (essentiellement Espagnols ou Italiens) représentent encore plus de 12 % des effectifs : plus du tiers des élèves est donc extérieur aux frontières métropolitaines. Sorèze se présente en quelque sorte comme l'antithèse rigoureuse d'Effiat avec un recrutement local ou régional faible puisqu'en additionnant les effectifs venus du Tarn et des deux couronnes de départements qui l'entourent on atteint seulement le tiers du recrutement. En revanche on retrouve, moins accentué, il est vrai, qu'à Pontlevoy et Vendôme, le rôle de la façade atlantique : comment s'en étonner alors que les négociants de Bordeaux, de La Rochelle ou de Nantes se trouvent être les correspondants métropolitains des petits « américains » (63) ?

Sous l'Empire, le recrutement de Pontlevoy connaît une mutation sensible qui présente trois caractères principaux : si la très faible part des étrangers reste identique (aux alentours de 5 %, mais il ne s'agit plus des mêmes ressortissants : aux Espagnols de Bilbao et de Cadix ont succédé des Américains venus des Etats-Unis), la présence des petits Antillais a baissé : les troubles, puis la perte de Saint-Domingue ont ici tari une des sources de recrutement (à Vendôme la place de ce contingent est encore plus réduite — et tardive puisque la plupart arrivent dans les années 1818-1820). Mais surtout le rayonnement local du pensionnat s'est effondré : tout se passe comme si les familles des notables de la région, qui adressaient sous l'Ancien Régime et la Révolution leurs enfants à Pontlevoy, les envoient désormais à Vendôme (comme le suggérait déjà le parallélisme que nous esquissions plus haut). Pontlevoy mise désormais tout son succès sur la clientèle venue des grands ports atlantiques et particulièrement de Bordeaux qui fournit le quart des élèves. Si l'on se souvient que la capitale girondine et Libourne apportent à elles seules 95 élèves à Vendôme entre 1795 et 1820, on comprend mieux d'où vient l'échec du lycée de Bordeaux sous

(63) Les cartes publiées par J. FABRE de MASSAGUEL, *op. cit.*, pp. 216-219, visualisent le recrutement géographique de Sorèze à des dates différentes.

l'Empire. La bourgeoisie et le négoce bordelais boudent la création napoléonienne et préfèrent pour leurs fils les institutions réputées vers lesquelles une tradition ancienne de fidélité les orientait déjà (64).

2. « *Berceaux de l'aristocratie* » et conquête négociante. —

L'analyse de l'origine sociale des élèves a posé quelques problèmes méthodologiques délicats. Dans le cas de Pontlevoy et, dans une moindre mesure, d'Effiat, il s'est avéré nécessaire de compléter les indications portées sur les registres des pensionnats par le recours systématique aux registres baptistaires des paroisses d'où étaient issus les enfants. Par là même, un premier biais a pu s'introduire dans l'interprétation, dans la mesure où le statut socio-professionnel du père au moment de la naissance du fils pouvait être inférieur à ce qu'il est devenu au moment de l'entrée de l'élève à l'école militaire. Plus complexe encore était la question des dénominations sociales. Chaque fois que la possibilité en était fournie par les sources, on a retenu l'appellation professionnelle précise de préférence à l'énoncé attestant seulement une qualification statutaire (par exemple de noble ou de propriétaire). Mais pour arriver à une grille d'analyse socio-professionnelle totalement satisfaisante, il eût fallu entreprendre pour chaque élève une recherche généalogique — démesurée par rapport à l'objet de l'étude ici entreprise. D'autant plus qu'à ces difficultés, somme toute classiques en histoire sociale, viennent se joindre les problèmes d'une nécessaire concordance entre les désignations d'Ancien Régime et celles de l'Empire. Alors que la mention du statut nobiliaire des parents est régulière dans la décennie 1780-1789, les registres de Pontlevoy et de Vendôme sont, pour des raisons aisément compréhensibles, particulièrement discrets à cet égard pendant la période révolutionnaire et la qualification ne reparait que de manière épisodique sous l'Empire et la Restauration. En revanche, la dénomination de « propriétaire », inconnue avant la Révolution, s'enfle considérablement au fur et à mesure qu'on s'avance dans le XIX^e siècle et remplace pour partie, comme le laissent à penser les nombreux patronymes à particule accompagnés des prénoms multiples et choisis hors du commun, la catégorie nobiliaire. Mais elle se substitue aussi à l'ancienne détermination sociale de « bourgeois » qui désignait des notables vivant de leurs rentes, souvent anciens magistrats ayant abandonné leurs charges ou

(64) Cf. *Le centenaire du lycée de Bordeaux (1802-1902)*, Bordeaux 1905, où P. COURTEAULT analyse « les origines du lycée », notamment pp. 127-132. On notera au surplus que les Bordelais qui constituaient au XVIII^e siècle une clientèle importante de l'Académie de Juilly préférèrent désormais les deux pensionnats du Loir-et-Cher. Une redistribution géographique des aires de rayonnement s'effectue sous l'Empire, en raison même d'une prolifération de l'offre du marché scolaire.

négociants retirés des affaires. On a donc maintenu la distinction entre parents connus par leur statut nobiliaire d'une part et la catégorie des bourgeois-propriétaires d'autre part, tout en sachant qu'une certaine porosité s'installait, à Vendôme, entre les deux. La correspondance entre les offices d'Ancien Régime et l'administration révolutionnaire et impériale ne présentait pas de difficulté particulière : on a toutefois classé les officiers ministériels (notaire, avoué) avec les professions libérales. Enfin les négociants (auxquels se joignent ici directeurs de manufactures, fabricants, maîtres de forge, entrepreneurs, banquiers) ont été séparés des simples marchands : tout au long de la période, la division n'est pas formelle et chaque fois que nous avons pu le vérifier, nous avons constaté que l'appellation négociant recouvrait effectivement un commerce de gros, voire une entreprise manufacturière. Il reste que tout classement comporte une part d'incertitude et d'arbitraire, et qu'un pourcentage important d'origines est demeuré indéterminé, en raison des lacunes des différentes sources utilisées. Ces réserves faites, les grandes évolutions qui se dégagent des tableaux V et VI sont peu susceptibles d'être mises en cause par des repérages ultérieurs.

Sous l'Ancien Régime, le profil social d'Auxerre, d'Effiat et de Tournon présente d'étroites similitudes. Tout d'abord la vocation militaire des trois établissements a bien été perçue puisqu'au moins un père sur quatre a suivi une carrière dans l'armée ou la marine. Lorsqu'on peut, comme à Tournon où la précision des indications des registres l'autorise, hiérarchiser les pères suivant leurs grades, on observe que plus d'un tiers des élèves de cette catégorie sont fils d'officiers supérieurs ou généraux (de lieutenant-colonel à brigadier des armées du roi et à maréchal de camp) et la moitié environ fils de capitaines ; les pères simples lieutenants d'infanterie ou cornettes de cavalerie sont en revanche beaucoup plus rares (aux alentours de 10 %). Une telle répartition ne peut guère surprendre, quand on sait le net retard de l'âge au mariage de la caste militaire. Il est donc normal qu'au moment où leurs fils entrent au pensionnat, les pères soient, dans leur majorité, au moins à la tête d'une compagnie ou d'un escadron ; au reste, nombre d'entre eux se trouvent alors « réformés » et vivent simplement sur leurs terres. Si l'on analyse la distribution des pères entre les différentes armes, les régiments d'infanterie (40 %) et de cavalerie (17 %) prennent naturellement une part prépondérante, mais la place des corps techniques (artillerie, génie) n'est pas négligeable : près de 20 %, et si l'on joint à ceux-ci les majors et commandants de places aux frontières on atteint le quart des pères militaires. Ce pourcentage, très nettement supérieur à l'importance réelle des corps techniques au sein de l'ensemble

	AUXERRE 1787-1793		EFFIAT 1777-1792		TOURNON 1781-1790		PONTLEVOY 1780-1804		VENDOME 1796-1820		ENSEMBLE DES CINQ PENSIONNATS	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Nobles sans profession indiquée	24	27,4	88	36,1	115	29,7	46	15,7	66	20,8	339	24,4
Bourgeois, propriétaires, cultivateurs	2		7		11		20		69		109	
Armée, marine	25	26,3	76	28,9	104	24,5	67	16,0	53	8,2	322	17,6
Offices, administrations	29	30,5	67	25,5	85	20,1	81	19,3	110	16,9	368	20,1
Professions libérales	3		4		33		18		48		108	
Officiers ministériels	5	8,4	6	3,8	6	9,2	22	9,5	32	12,3	69	9,6
Négoce, banque, industrie	3		13		69		117		221		419	
Marchands, artisans	4	7,4	2	5,7	1	16,5	38	36,9	50	41,8	91	27,8
Fermiers, régisseurs	—	—	—	—	—	—	11	2,6	—	—	10	0,5
Total des professions repérées	95	100,0	263	100,0	424	100,0	420	100,0	649	100,0	1835	100,0
% indéterminés	32,1		18,8		11,3		32,0		25,9+		26,0	
Total général	140		324		478		618		921		2481	
+ dont au moins 24 % (n = 65) présumés nobles												

V. — Origines socio-professionnelles des pensionnaires : ensemble de la période

de l'armée, atteste le succès rencontré par les écoles militaires auprès du groupe des officiers le plus ouvert à la culture scientifique moderne.

Est-il besoin de préciser que la quasi-totalité de ces officiers est noble ? Si nous joignons à ceux-ci les pères dont nous savons seulement le statut nobiliaire sans autre précision professionnelle, nous atteignons toujours plus de la moitié des effectifs de chaque école militaire (65). Ces résultats obtenus à partir des registres d'entrée des pensionnaires sont d'ailleurs en complet accord avec les proportions de pensionnaires nobles établies par le chevalier de Reynaud lors de sa tournée d'inspection de 1787 (cf. le tableau I). Des trois écoles, celle d'Effiat apparaît la plus restrictive dans son recrutement, puisque près des deux tiers des élèves sont fils de hobereaux vivant sur leurs terres ou de militaires. C'est aussi l'établissement où nous avons déjà noté la plus grande étroitesse de rayonnement, et l'importance des origines campagnardes. Ce repliement sur la petite noblesse locale rend sans doute pour partie compte de l'acharnement des autorités du Puy-de-Dôme à vouloir sa dissolution en 1793.

La troisième grande composante de la clientèle des écoles militaires sous l'Ancien Régime est constituée par le monde des offices. Etant donné le prix élevé de la pension, nous sommes ici en présence d'offices importants, souvent placés au sommet de la hiérarchie de dignité des charges, dont beaucoup sont soit réservés à la noblesse, soit anoblissants. C'est ainsi qu'à Tournon on dénombre 27 fils de membres des cours souveraines (Parlements d'Aix et de Grenoble, Chambres des comptes d'Aix et de Montpellier, Sénat de Savoie), soit à eux seuls 6 % de l'ensemble des élèves identifiés socialement. A Effiat, ce sont les officiers appartenant aux juridictions des villes voisines — au tout premier chef Riom et Clermont — qui adressent leurs enfants : conseillers au présidial, lieutenants-généraux ou procureurs du roi. Mais les officiers de finance : trésoriers de France au bureau des finances, receveurs généraux d'impôts directs ou indirects dans de grandes villes ou de larges circonscriptions, sont tout aussi bien représentés.

(65) D'après les indications des registres de pensionnaires de Tournon, le nombre des élèves ayant un statut nobiliaire (quelle que soit la profession à laquelle leur père se livre : carrière militaire, offices, professions libérales, négoce, ou tout simplement vivant de la rente foncière) atteint 63 %. Ce chiffre est quasi-identique à celui du rapport du chevalier de Reynaud 64,7 %. Il va sans dire que cette noblesse n'est pas désargentée : un test opéré sur les parents d'élèves nobles originaires de Montbrison présents à Effiat ou à Tournon le prouve à suffisance : d'après le vingtième des privilèges de 1781 (*A.D. Loire*, C 2), on compte à Montbrison onze pères de pensionnaires nobles, neuf d'entre eux sont propriétaires de maisons dans la ville : ils ne représentent que 10 % des privilégiés, mais cumulent 3.224 livres de revenus immobiliers, soit 20 % de ceux détenus par leur catégorie. A eux seuls, ils représentent 1 % des propriétaires de la ville, mais totalisent 6 % des revenus immobiliers urbains. Cf. Groupe de recherches d'histoire économique et sociale de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Saint-Etienne, « Montbrison à la fin de l'Ancien Régime », *Etudes Foréziennes*, IV, *Le passé des villes du Forez*, t. II, *Aspects de la vie urbaine depuis le XVII^e siècle*, Saint-Etienne 1971, pp. 23-47.

L'importance prise par les trois grandes catégories que nous venons d'esquisser (de 75 % du recrutement à Tournon jusqu'à 90 % à Effiat) laisse évidemment une place tout à fait minoritaire aux autres groupes sociaux. Les professions libérales tiennent partout un rang fort modeste. Constituée pour l'essentiel d'avocats (qui représentent à Tournon les deux tiers du contingent), cette couche a-t-elle éprouvé des réticences vis-à-vis d'un enseignement moins exclusivement axé sur les humanités traditionnelles ? Mais à l'Académie oratorienne de Juilly où les auteurs de l'Antiquité classique constituent toujours la base de l'éducation, sa part est tout aussi faible (8,7 % dans la décennie 1775-1784) que dans les écoles militaires (66). Il convient plus probablement d'incriminer le niveau de fortune moyen de cette catégorie qui interdit à la majorité de ses membres d'envisager pour ses fils le passage dans des établissements dont le prix de pension est aussi élevé (67).

Seule l'école de Tournon s'ouvre de manière significative au monde du négoce dès avant la Révolution. Il s'agit essentiellement du grand commerce maritime marseillais récemment étudié par Charles Carrière (68) : 24 négociants du grand port phocéen adressent au total 37 fils à Tournon, soit près de 60 % du contingent marseillais et plus de la moitié de élèves originaires de cette catégorie socio-professionnelle. Ceux-ci sont en relation avec le Levant, tels Pierre-Paul Garavaque (un fils) qui possède à Smyrne une commandite de commerce de coton, ou Esprit-Jean-François Rostan, député du commerce (un fils) ; avec les îles d'Amérique, tels Jean-Louis Clément (deux fils), qui possède 600.000 livres de créances sur Saint-Domingue à la veille de la Révolution, Jacques-Léonard Peragallo (deux fils), qui a acquis une « habitation » à Saint-Domingue, ou encore Lazare Peirier (un fils), ancien premier échevin qui expédie régulièrement des cargaisons vers les Antilles ; voire avec l'Océan Indien, tel Joseph Fiquet (un fils) intéressé dans le navire *Le Consolateur* (69). Mais on rencontre aussi de gros fabricants de savon tel Jean-François Bernard (deux fils) dont la part dans la savonnerie Guilhen et Bernard atteint 100.000 livres, ou des parfumeurs tel Guillaume Roux (deux fils).

Il est probable que la part du grand négoce marseillais eût été plus considérable encore si cette catégorie n'avait disposé sur place d'un type d'enseignement répondant parfaitement à ses attentes

(66) Voir E. BROGLIN, *op. cit.*, t. II, pp. 345-351.

(67) Sur le niveau de fortune des avocats, cf. L.R. BERLANSTEIN, *The Barristers of Toulouse in the Eighteenth Century (1740-1793)*, 1975, pp. 39-77 ; et M. GRESSET, *Le monde judiciaire à Besançon de la conquête par Louis XIV à la Révolution Française*, t. II, 1975, pp. 680-684 et 815-857.

(68) C. CARRIÈRE, *Négociants marseillais au XVIII^e siècle. Contribution à l'étude des économies maritimes*, 2 vol., 1973. Toutes les indications qui suivent sont tirées de cet ouvrage.

(69) L. DERMIGNY, *La Chine et l'Occident. Le commerce de Canton au XVIII^e siècle (1719-1833)*, 1964, t. I, p. 177, et t. II, p. 146.

éducatives : le pensionnat phocéén des Frères des Ecoles chrétiennes, comme le précisent les lettres patentes qui lui ont été accordées en février 1757, est destiné à recevoir les fils des « principaux négociants pour leur donner une éducation convenable et chrétienne et leur apprendre ce qui est nécessaire au commerce » (70). D'où des études modernes orientées vers les sciences (arithmétique, géométrie, algèbre, navigation) et la technique commerciale (tenue des livres, changes étrangers), sans que pour autant les arts d'agrément qui accompagnent la formation d'un jeune homme de la bonne société soient négligés. On conçoit donc que le modèle prestigieux des écoles militaires n'ait pu que partiellement attirer les milieux négociants de Marseille. Le pensionnat des Frères connaît en effet au même moment un très grand succès : passant d'une cinquantaine d'élèves en 1762 à la centaine d'élèves dans la décennie 1770-1779 et à environ 150 en 1789 (71), il atteint même 165 élèves lors de sa fermeture en mars 1792 (72). La lecture du registre des recettes nous atteste que les élèves appartiennent bien à la même catégorie que ceux de Tournon ; outre les Bernard et les Fiquet déjà cités, on y rencontre des patronymes qui sont ceux des grandes familles du commerce marseillais : Aubert, Espanet, Fraissinet, Gilly, Rebuffat, sans oublier tous les enfants venus des ports du pourtour méditerranéen de Cadix à Constantinople, Andrinople et Smyrne en passant par Carthagène, Barcelone, Gênes, Naples, Malte et Tunis. Au-delà du groupe marseillais, le monde du négoce est représenté à Tournon par des commerçants d'autres ports (La Ciotat, Toulon) ou des villes textiles languedociennes (Lodève, Ganges). En revanche, le grand négoce lyonnais paraît quasi absent de Tournon (sept élèves seulement). Il est bien probable que le pensionnat du collège, oratorien lui aussi, de la Trinité (73) comme les multiples pensions qui entourent Lyon absorbent une très grande partie de la demande négociante (74). Notons seulement la présence des quatre fils de Jacques-Benoît Loys, ancien négociant anobli par la charge de secrétaire du roi, la fameuse savonnette à vilains (75).

Entre la décennie 1780-1789 et la Révolution ou l'Empire, le recrutement des pensionnats subit une profonde mutation : en

(70) A. PREVOT, *L'enseignement technique chez les Frères des Ecoles Chrétiennes*, 1964, p. 81.

(71) Chiffres établis d'après le registre de recettes du pensionnat conservé pour la période juin 1761-mai 1792 (A.C. Marseille, GG 158). Nous avons divisé le chiffre de la recette annuelle par le prix de pension (400 livres puis 480 livres).

(72) D'après le Coutumier du pensionnat de Marseille, conservé aux archives de la Maison générale des Frères des Ecoles Chrétiennes à Rome et partiellement reproduit par A. PREVOT, *op. cit.*, p. 231.

(73) Cf. M. GARDEN, « Pédagogie et parents d'élèves au collège de la Trinité (Lyon, 1763-1792) », *Cahiers d'histoire*, t. XIV, 1969, pp. 371-392.

(74) M. GARDEN, « Ecoles et maîtres : Lyon au XVIII^e siècle », *Cahiers d'histoire*, t. XXI, 1976, pp. 133-156.

(75) M. GARDEN, *Lyon et les Lyonnais au XVIII^e siècle*, 1970, pp. 415, 416, 470.

termes globaux, Pontlevoy et Vendôme comptent deux fois moins de nobles (sans profession indiquée) ou de militaires qu'Effiat ou Tournon. Mais alors que, de part et d'autre de la Révolution, offices et administration présentent un poids à peu près identique, c'est la poussée massive du négoce qui constitue l'aspect le plus marquant de la fracture révolutionnaire. L'évolution se lit encore plus nettement lorsqu'on affine l'analyse en suivant l'ordre chronologique des entrées (tableau VI) : à Pontlevoy, où les registres des pensionnaires conservés ne commencent qu'en 1789, il paraît légitime de distinguer les élèves entrés depuis 1780 jusqu'en 1791 inclus, des enfants entrés postérieurement entre 1792 et 1804 ; à Vendôme le découpage par tranches quinquennales a permis de raisonner sur des flux d'entrées de volume quasi-identique. De cet ensemble de statistiques, quelques conclusions essentielles peuvent être dégagées : tout d'abord l'effondrement de la noblesse *stricto sensu* s'avère quasi-total au cours de la décennie révolutionnaire — moins de 5 % dans les deux pensionnats — mais sa reprise est indéniable dès le Consulat et ne cesse de s'affirmer jusqu'à la Restauration, surtout si l'on tient compte du fait que nombre de pères simplement dénommés « propriétaires » sur les registres de Vendôme sont dotés d'une qualification statutaire de noblesse : les deux catégories distinguées dans les chiffres ne peuvent guère être dissociées. Une deuxième transformation se lit dans la présence désormais beaucoup plus modeste de fils de militaires (de 6 à 13 % dans le meilleur des cas) ; à Vendôme, la perte par rapport à l'Ancien Régime est sans doute la plus forte, puisqu'en 1787, selon le rapport du chevalier de Reynaud, quatre pensionnaires sur cinq étaient fils de gentilhommes. Cette disparition sans retour doit évidemment être mise au compte des places gratuites offertes aux fils de fonctionnaires, tant au Prytanée que dans les lycées.

Face à ces basculements, les administrateurs semblent au premier abord constituer un bloc de stabilité qui, de part et d'autre de la Révolution pèse d'un même poids. La répartition des élèves de cette catégorie révèle cependant quelques changements dans la distribution du groupe (tableau VII).

Sous l'Ancien Régime, la clientèle des officiers se distribue également entre les juridictions proches du pensionnat de Pontlevoy et les instances plus lointaines. En revanche, il est clair que ce collège est devenu sous la Révolution l'établissement attitré des administrateurs de la région, puisque ceux-ci constituent le quart du recrutement local alors que la part des départements plus lointains s'effrite. Jusqu'en 1800, le pensionnat près l'école centrale du Loir-et-Cher, en dépit de son caractère d'école préparatoire ou complé-

	PONTLEVOY		VENDÔME				
	1780-1791	1792-1804	1796-1800	1801-1805	1806-1810	1811-1815	1816-1820
Nobles sans profession indiquée	26,5	3,8	1,4	11,4	11,8	15,1	12,2
Bourgeois propriétaires cultivateurs	27,3	10,4	7,1	21,2	22,8	26,2	28,7
Armée, marine	0,8	6,6	5,7	9,8	11,0	11,1	16,5
Offices, administrations	21,2	13,5	9,3	6,8	11,8	6,3	6,1
Professions libérales	20,4	18,8	7,2	15,9	21,3	23,8	17,4
Officiers ministériels	2,3	5,2	7,1	7,6	11,8	4,0	6,1
Négoce, banque, industrie	3,8	11,1	5,7	15,2	16,2	5,6	11,3
Marchands, artisans	16,7	33,0	50,0	34,8	22,8	29,4	32,2
Fermiers, régisseurs	6,8	43,1	63,6	40,9	27,9	38,1	36,5
	1,5	3,1	—	—	—	8,7	4,3
n	132	288	140	132	136	126	115

VI. — Origines socio-professionnelles des pensionnaires : l'évolution à Pontlevoy et à Vendôme (en %)

		Loir-et-Cher et départements limitrophes ⁺	Reste de la France
Pontlevoy	1780-1791	19,0 ‰	21,5 ‰
	1792-1804	25,5 ‰	12,8 ‰
Vendôme	1796-1800	7,9 ‰	6,9 ‰
	1801-1810	25,2 ‰	13,4 ‰
	1811-1815	35,6 ‰	17,3 ‰
	1816-1820	18,8 ‰	16,9 ‰
+ En raison de leur éloignement, on a exclu du comptage des départements limitrophes l'Eure-et-Loir et la Sarthe pour Pontlevoy, l'Indre et le Cher pour Vendôme.			

VII. — La part des fils d'administrateurs dans le recrutement des pensionnats de Pontlevoy et Vendôme

mentaire de l'institution officielle, n'attire guère les administrateurs proches ou lointains. En revanche de 1801 à 1815, Vendôme devient le collège privilégié par l'administration consulaire et impériale de la région, puisque la part de celle-ci atteint même plus du tiers à la fin de l'Empire. Le transfert de clientèle entre Pontlevoy et Vendôme, déjà repéré à propos des origines géographiques des élèves, se vérifie ici sur une catégorie sociale précise. L'exemple de l'attachement pour Vendôme vient, il est vrai, de haut : le préfet du département du Loir-et-Cher, Corbigny, n'a-t-il pas réussi à faire octroyer à son fils l'une des deux places gratuites d'interne à la disposition du gouvernement ? Le jeune Corcyre Corbigny fera toutes ses études au pensionnat de 1805 à 1813... Receveurs généraux de département ou d'arrondissement, directeurs ou contrôleurs des impôts, conseillers généraux, magistrats de diverses instances ont emboîté le pas : Bernard-François Balzac, directeur des vivres et des fourrages et administrateur de l'Hospice général de Tours, qui envoie son fils Honoré de 1807 à 1813 à Vendôme, est donc tout à fait représentatif du succès rencontré par le pensionnat oratorien. Mais cette audience n'est plus seulement locale, comme le prouve la montée continue de la catégorie parmi les pensionnaires venus de régions plus éloignées : le meilleur témoignage n'en est-il pas fourni par la présence, de 1813 à 1816, d'Adolphe Rendu, fils de Sébastien, chef de bureau du secrétariat général de l'Université impériale ? Contrepartie de cette réussite, le collège subit une nette désaffection de la part des nouvelles élites locales mises en place par la Restauration : la baisse de près de moitié des effectifs de la catégorie au niveau régional semble bien pouvoir être attribuée à l'épuration politique.

Reste alors à rendre compte du phénomène majeur que traduisent toutes nos statistiques, à savoir l'entrée massive du monde négociant dans nos pensionnats — qui de surcroît s'avère durable. Là encore, il est nécessaire de dissocier les élèves suivant les aires de provenance pour cerner plus précisément les évolutions (tableau VIII).

		Loir-et-Cher et départements limitrophes +			Reste de la France		
		Négociants ‰	Marchands ‰	Total ‰	Négociants ‰	Marchands ‰	Total ‰
Pontlevoy	1780-1791	26,3	1,9	28,2	10,1	10,1	20,2
	1792-1804	18,8	11,3	30,1	45,2	2,5	47,7
Vendôme	1796-1800	31,6	29,0	60,6	56,9	7,8	64,7
	1801-1805	19,6	7,8	27,4	44,4	4,9	49,3
	1806-1810	17,6	4,4	22,0	27,9	5,9	33,8
	1811-1815	13,3	13,3	26,6	38,3	6,1	44,6
	1816-1820	6,2	3,1	9,3	42,2	4,8	47,0

+ On a retenu les mêmes départements qu'au tableau précédent.

VIII. — La part des négociants et des marchands dans le recrutement de Pontlevoy et de Vendôme

Même si la distinction négociant-marchand reste fragile en raison des incertitudes du vocabulaire des qualifications sociales, quelques évidences apparaissent à la lecture du tableau ci-dessus. Dès avant 1791, Pontlevoy s'est ouvert à l'élite négociante locale puisqu'on y dénombre 12 fils de négociants tourangeaux (sur les 14 de la catégorie) ; on est ici en présence des familles — d'ailleurs alliées entre elles — qui dominent les fabriques de soierie et de drap de la ville : Cartier-Champoiseau, Cremière, Gouin, Jahan, Mayaud, René, Simon, Vandiot-Latour. La Révolution ne fait qu'accélérer le phénomène (si la catégorie des négociants perd quelques points en pourcentage, elle augmente en chiffres absolus) et ouvrir le pensionnat vers des niveaux vraisemblablement moins élevés du commerce : la seule année scolaire 1794-1795 voit entrer 25 tourangeaux parmi lesquels des fils de pelletier, tanneur, confiseur, imprimeur ou libraire. Sans conteste possible, l'ensemble de la catégorie a largement profité des opérations immobilières engagées sous la Révolution. Révélatrice est la comparaison entre les acquéreurs de biens nationaux de première origine (76) et les

(76) Comparaison établie à partir de R. CAISSO, *La vente des biens nationaux de première origine dans le district de Tours (1790-1822)*, Paris, 1967.

parents d'élèves tourangeaux présents à Pontlevoy : sur 45 pères d'élèves originaires de Tours, 26 ont acquis des biens nationaux pour une valeur en numéraire de 709.837 livres, soit 5,6 % de l'ensemble des biens vendus dans le district de Tours ; parmi ceux-ci, 17 sont négociants — ou marchands — soit moins de 7 % de l'ensemble de la catégorie tourangelles — mais ils achètent des biens nationaux pour 378.933 livres, soit plus de 16 % des biens achetés par les membres de leur groupe socio-professionnel. Il faut bien reconnaître ici l'acuité du regard que portait Balzac sur la Touraine de son enfance.

La mutation la plus sensible du recrutement des pensionnats sous la Révolution doit cependant être cherchée dans l'ouverture des établissements au monde du négoce plus lointain. Dans cette explosion, nous rencontrons encore les grandes fabriques textiles de l'Ouest : ainsi note-t-on à Pontlevoy la présence de deux frères Casbron, fils d'un fabricant de toiles et de mouchoirs de Cholet ; d'un Mayaud, fils d'un négociant saumurois ; ou des quatre Petitpierre, fils d'un riche fabricant d'indiennes nantais qui manifeste sa fidélité révolutionnaire en prénommant les deux derniers Jemmapes et Fleurus. De même à Vendôme on peut repérer entre 1795 et 1802 les deux fils de l'entrepreneur de la manufacture de toiles d'Angers, Joseph-François Joubert, ou sous le Consulat le fils de l'indienneur nantais Gorgerat (77). Pontlevoy attire également les producteurs-négociants protestants de Cognac, Augier, Martell et Turner (5 élèves au total).

Mais le gros du contingent est fourni par le monde du grand négoce maritime des ports atlantiques de Bayonne à Lorient. Dès 1796, les fils des négociants en vin de Libourne ont envahi les cours de Vendôme ; ils ne sont suivis par les Bordelais qu'à partir des années 1797-1798, années où s'ébranlent aussi vers Pontlevoy Bayonnais, Rochelais et Nantais. Ce léger décalage dans les arrivées peut s'expliquer en partie par la différence d'activité des ports : tourné essentiellement vers l'espace français, Libourne a repris plus tôt le commerce des vins de Guyenne en direction de la Bretagne ; en revanche, la course et le trafic vers l'étranger, qui se substituent désormais au commerce colonial définitivement perdu, ne reprennent dans les grands ports qu'à partir des années 1797-1798 (78). C'est alors que les armateurs, plus certains de leur avenir aussi bien

(77) Pour les fabriques textiles de l'Ouest, on se reportera à S. CHASSAGNE, *La manufacture de toiles imprimées de Tournemine-lès-Angers (1752-1820). Étude d'une entreprise et d'une industrie au XVIII^e siècle*, 1971.

(78) Sur le négoce bordelais au XVIII^e siècle, cf. P. BUTEL, *Charles Fleffé commissionnaire et armateur : contribution à l'étude du négoce bordelais sous la Révolution et l'Empire*, Microfiches Hachette, Paris 1973 ; F. CROUZET, « Bilan de faillite », in : *Bordeaux au XVIII^e siècle*, sous la direction de F.-G. PARISSET, Bordeaux 1968 ; P. BUTEL, *Les négociants bordelais, l'Europe et les Iles au XVIII^e siècle*, Paris, 1974.

politique que négociant, songent à assurer à leurs fils une éducation correspondant à leur place sociale. Défiants à l'égard des établissements nouveaux fondés par un pouvoir central qui, au plus fort de la Terreur, ne les a pas ménagés, ils leur préfèrent les modèles renommés de l'Ancien Régime qui ont survécu. Les petits Bayonnais venus à Pontlevoy sous le Directoire et le Consulat appartiennent aux grandes familles de l'armement enrichies au XVIII^e siècle par le commerce avec les îles d'Amérique (79) : quatre Batbedat (trois fils d'Abraham-Léon époux d'une Dufourcq, un fils de François), un Dufourcq (fils de Jean-Baptiste, négociant marié à une Batbedat), un Harriague (fils d'Etienne-Marie, négociant et ancien échevin), un Lalanne (fils de Jean-Baptiste) et deux fils (Dominique-Paulin et Théodore-Victor) de Pierre-Etienne Cabarrus, directeur, avant la Révolution, de la Chambre de commerce de Bayonne, et par conséquent cousins germains de la célèbre Theresia (80). La remarque vaudrait également pour l'armement bordelais : on repère en effet à Pontlevoy deux Pellet (fils de Silvestre-Auguste et petit-fils de Jean), deux Beaubens, un Müller ; quant aux Girondins venus à Vendôme, c'est une bonne partie du pavé des Chartrons qu'il faudrait citer. S'y ajoutent dans ce cas les grandes maisons libournaises de négoce en vins : Fourcault-Gilbert ou Fontemoing par exemple (81). Pour la bourgeoisie négociante, consciente de sa puissance politique et sociale, l'éducation la plus soignée apparaît désormais massivement comme un attribut statutaire que ses enfants doivent posséder et un investissement nécessaire pour assurer sa propre reproduction.

L'évolution de l'ensemble du groupe de la Révolution à la Restauration n'est pas d'ailleurs sans intérêt : on remarquera d'abord que, passée la décennie révolutionnaire, les simples marchands du Loir-et-Cher et des départements limitrophes s'effacent : sans doute, le réseau scolaire local s'étant reconstitué et diversifié, disposent-ils sur place de pensions moins coûteuses qui suffisent à leurs ambitions. Le même mouvement s'observe, quoiqu'avec une pente plus atténuée, chez les gros négociants de

(79) Cf. F. JAUPART, « L'activité commerciale et maritime de Bayonne au XVIII^e siècle », *Société des Sciences, Lettres et Arts de Bayonne*, nouv. série, n° 118, 1968, pp. 661-768.

(80) Cf. J. CAVIGNAC, « Les Cabarrus, négociants de Bordeaux (1755-1829) », *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, t. XIX, nouv. série, 1970, pp. 37-63.

(81) On rencontre parmi les pères d'élèves de Vendôme plusieurs patronymes qui figurent déjà parmi les plus fortes cotes du registre d'impositions de 1754 (plus de 80 livres) : Chaperon, Decazes, Durand-Graugère, Fontemoing, Fourcaud, Lacaze ; cf. A.-M. COCULA, « Physionomie économique et sociale de Libourne au milieu du XVIII^e siècle », *Saint-Emilion-Libourne. La religion populaire en Aquitaine, Actes du XXIX^e Congrès d'Etudes régionales de la Fédération historique du Sud-Ouest*, Libourne, 1979, pp. 31-38 ; sur l'activité de la maison Fontemoing au début du XIX^e siècle, P. BUTEL et P. ROUDIÉ, « La production et la commercialisation des vins du Libournais au début du XIX^e siècle », *Annales du Midi*, t. 81, 1969, pp. 379-408.

la région dont la part ne cesse de s'amoindrir jusqu'à disparaître quasiment sous la Restauration. En revanche, on est frappé par la résistance du gros négoce lointain dont la part reste sensiblement égale tout au long de la période : si l'on élimine le taux exceptionnel observé à Vendôme en 1796-1800, les volumes sont d'ordre comparable dans les deux pensionnats : autour de 40 à 45 % du recrutement éloigné. Dès lors, la cassure des années 1806-1810 n'en est que plus visible : alors que le commerce régional ne perd que 5 points par rapport à la période 1801-1805, le négoce lointain enregistre une baisse de 16 %. Devant cette défaillance passagère, on serait tenté d'incriminer les répercussions de l'effondrement commercial lié à l'application du blocus continental : on sait que les années 1807-1811 sont particulièrement noires pour le négoce bordelais. Il est vrai qu'au niveau de fortune où se situent nos négociants, il serait tout à fait exagéré de vouloir établir une adéquation étroite entre la crise économique et l'investissement éducatif. Mais certains pères ont pu tout simplement retarder l'envoi de leur fils dans un pensionnat lointain, et préférer momentanément une institution plus proche : alors qu'on compte dix entrées de fils de négociants girondins entre 1801 et 1805, on n'en compte plus que deux entre 1806 et 1810 ; la reprise se fait d'abord lentement en 1811-1815 (cinq entrées), puis s'accélère dans la période 1816-1820 (quatorze entrées).

En réalité, l'évolution du recrutement social des grands pensionnats témoigne des changements profonds qui affectent les élites françaises en moins de quarante ans. D'un modèle au départ essentiellement destiné à la noblesse militaire, ceux-ci sont devenus, sous l'Empire et la Restauration, le lieu où une fusion des élites s'opère à travers une structure éducative commune à toutes les fractions qui les composent. En dépit des lettres patentes de 1776 qui souhaitaient formellement que dans les écoles militaires la jeune noblesse soit mêlée avec des « enfants des autres classes de citoyens », afin de lui apprendre à « considérer sous un point de vue juste tous les ordres de la société », le recrutement reste majoritairement dominé par la noblesse d'épée à vocation militaire. En témoigne d'ailleurs la différence que l'on peut observer dans les pourcentages des catégories socio-professionnelle présentes dans les quatre écoles militaires sous l'Ancien Régime et à Juilly pour la période 1775-1784 (82) : d'un côté, les pères à statut nobiliaire (sans autre qualification professionnelle) et les militaires représentent 54 % du recrutement, alors qu'à l'Académie oratorienne ils ne sont que

(82) Cf. E. BROGLIN, *op. cit.*, t. II, pp. 345-351.

40 % ; dans cette dernière en revanche, offices, administration et professions libérales totalisent 44 %, alors qu'ils sont à peine le tiers dans les écoles militaires. Les clivages repérés dans les programmes éducatifs des pensionnats destinés à l'élite se reproduisent donc au niveau du fractionnement de leur clientèle. Un point commun cependant unit Juilly et les écoles militaires avant la Révolution : la faible représentation du négoce (moins de 15 %). Au contraire, on est frappé de la similitude rigoureuse qui s'établit dans les proportions respectives de toutes les catégories socio-professionnelles présentes à Juilly (83) et à Vendôme pour la période 1806-1815. Le recrutement se divise en trois blocs d'importance à peu près équivalente : noblesse terrienne et armée (20 %) auxquelles on peut joindre les propriétaires bourgeois (10 %), administration et professions libérales, négociants et commerçants. Un projet éducatif unique rassemble désormais toutes les fractions, anciennes ou nouvelles, de l'élite. Tout se passe comme si les entrepreneurs et les négociants jugeaient désormais indispensable, pour assurer la conservation de leur ascension politique, l'acquisition par leurs enfants d'un capital éducatif au sein des institutions les plus socialement sélectives.

*
* *

Les oratoriens de Vendôme avaient conservé « l'ancienne règle, les habitudes, les usages et les mœurs qui donnaient à ce collège une physionomie à laquelle je n'ai rien pu comparer dans aucun des lycées où je suis allé après ma sortie », confie Balzac au moment où il décrit l'arrivée de son condisciple Louis Lambert au pensionnat. Indéniablement, le maintien d'une tradition pédagogique prestigieuse dans une période de rupture institutionnelle et sociale n'a pas peu contribué au succès des établissements et à la protection dont ils furent l'objet de la part des instances politiques : ne compte-t-on pas parmi les pères d'élèves de Pontlevoy seize députés des diverses assemblées depuis les Etats généraux jusqu'au Consulat ? Parmi eux, retenons seulement deux personnalités significatives. Jacques-Henri Laurenceot, ancien représentant en mission de la Convention dans le Loir-et-Cher, et élu du Jura au Conseil des Cinq-Cents, adresse son fils Jean-Désiré de 1797 à 1803. Quant à Dominique Clément-de-Ris, membre de la Commission exécutive de l'instruction publique de la Convention et sénateur sous le Consulat — dont le mystérieux enlèvement en septembre 1800 inspirera à Balzac le canevas d'*Une*

(83) *Ibid.*, t. II, pp. 386-392.

ténébreuse affaire — il préfère pour ses deux fils Athanase-Louis-Marie et Paul-François l'ex-école militaire aux écoles centrales qu'il contribue à mettre en place. Pourtant, même abrités des troubles contemporains, les pensionnats ne pouvaient rester à l'écart des bouleversements qui affectaient durablement la société française et sa reproduction : d'établissements privilégiés par l'ordre nobiliaire au sens strict, ils se sont ouverts à l'ensemble des catégories notables ; mais ce changement dans la clientèle s'accompagne d'un mouvement plus profond, interne à l'institution scolaire même : celui qui normalise et unifie de manière beaucoup plus stricte les cursus parcourus par les différentes fractions de l'élite.

Sans doute le mouvement n'est-il pas encore achevé en 1820, et le phénomène serait-il plus marqué encore dans les lycées napoléoniens. Même si, sous l'Empire et la Restauration, la spécificité des grands établissements étudiés ici tend à s'atténuer quelque peu par la prolifération, au niveau local, de pensionnats plus modestes qui leur ravissent une partie de leur clientèle, deux caractéristiques ont maintenu leur originalité : la persistance de contenus éducatifs (par exemple arts d'agrément ou langues étrangères) que l'austère Université impériale se refuse à prendre en charge d'une part, la très nette sélection sociale de leur public par rapport à celui des lycées du fait d'un prix de pension nettement plus élevé (1.000 francs en général contre 650 francs). De ce fait, ils ont pu constituer un creuset où ont fusionné sans heurts les comportements scolaires des diverses fractions de l'élite, dans une société qui prétend, au moins formellement, consacrer le mérite. C'est peut-être à l'imprégnation de cette structure éducative que le bloc supérieur des « masses de granit », celui même de *La Comédie humaine*, doit sa cohésion culturelle : Jules Dufaure et Elie Decazes sont passés par Vendôme, mais tout aussi bien Louis Lambert, fils de tanneur et amant malheureux de Mademoiselle de Villenoix ; Benassis, le *médecin de campagne*, sort de Sorèze ; quant à Félix de Vandenesse, le narrateur du *Lys dans la Vallée*, né, lui, d'une vieille famille aristocratique, il est ancien élève de Pontlevoy.

Willem FRIJHOFF et Dominique JULIA.